

# SHSregards

Juillet – septembre 2009

Le magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

25

DOSSIER

## Zoom sur le Pérou

TRANSFORMATIONS SOCIALES

Face à la crise :  
MOST, le *Think tank*  
des nations

ENTRETIEN

Boutros Boutros-Ghali :  
« La démocratie, c'est  
le partage du pouvoir »

## 2009, une date-clé pour le programme MOST

Il faut toujours quelques années pour mesurer l'efficacité d'une stratégie. Ne pas faire étape trop tôt. Ni trop tard. Deux, cinq, dix ans... Le moment-clé dépend toujours de l'envergure du projet. Et il est peu de dire que celle du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST) est particulièrement importante.

Unique en son genre au sein du système des Nations Unies, ce dernier entend, en effet, contribuer, par le dialogue entre la recherche en sciences sociales et les sphères de décision, à l'élaboration de politiques publiques susceptibles de mieux répondre aux mutations de nos sociétés.

Dans une période de crise, où ces dernières n'ont jamais été autant interconnectées, et, où, face aux urgences sociales, l'intervention publique n'a jamais parue aussi légitime, 2009 est, à bien des égards, une année-charnière pour ce programme, entré dans sa 2<sup>e</sup> phase d'exécution, il y a tout juste cinq ans.

Comme nous l'écrivons, dans ce numéro, la 9<sup>e</sup> session du Conseil intergouvernemental, du MOST, qui se tiendra, fin septembre, au Siège de l'UNESCO, devrait lui permettre de franchir un nouveau cap, car, non seulement, cette réunion sera l'occasion de mesurer les progrès accomplis depuis 2004, mais elle sera, surtout, l'occasion d'en amplifier la portée, à travers, notamment, l'adoption de lignes directrices favorisant la création et le développement de Comités nationaux de ce programme, dans tous les pays.

Au cœur de ses travaux, un véritable « Forum interrégional du développement social » offrira, par ailleurs, l'opportunité de mettre autour d'une même table décideurs politiques, chercheurs en sciences sociales, acteurs de la société civile et du secteur privé, pour débattre des réponses sociales apportées à la crise économique internationale.

A l'heure où la barre symbolique du milliard d'individus souffrant de la faim dans le monde a été franchie, leurs échanges rappelleront, sans doute, combien cette crise a agi comme un « révélateur de nos choix de sociétés », et combien, surtout, il est urgent d'éclairer ces choix par des données fiables permettant de mieux anticiper les transformations qui s'opèrent, partout, à un rythme de plus en plus soutenu.

C'est, en d'autres termes, ce que nous disent également, dans ce numéro, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco, ou encore le politologue argentin Atilio Borón, lauréat du Prix José Martí 2009, qui, tous, plaident, en faveur d'une action publique mieux informée et plus collective.

Puisque cette exigence est la principale raison d'être du MOST, souhaitons que l'étape qu'il franchira en septembre lui permette de contribuer, mieux encore, à répondre à ce besoin que la crise mondiale ne fait qu'exacerber : celui d'un véritable *Think Tank* des nations. ¶

© D.R.



**Pierre Sané**

Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines

## Éthique des sciences

- Essor de la bioéthique dans trois pays d'Amérique latine ..... 3
- Le changement climatique au cœur des débats de la comest ... 4
- 1 question à s.a.s. le Prince Albert II ..... 5
- L'Asie et le Pacifique face au défi de l'éducation à l'éthique ..... 6

## Transformations sociales

- Une Journée de la jeunesse 2009 sur le thème de la « durabilité » .... 7
- 6<sup>e</sup> Forum des Jeunes : l'UNESCO ouvre la discussion sur internet ..... 8
- Le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) en pleine réforme... 9
- Chine : l'UNESCO pilote un projet sur les droits des jeunes migrants .... 10
- Sommet Habitat en Inde : participation de l'UNESCO ..... 11

Face à la crise : MOST, le *Think tank* des nations ..... 12-14

1 question à Atilio Borón ..... 15

**Boutros Boutros-Ghali : « La démocratie, c'est le partage du pouvoir »** ..... 16-17



Afin de protéger l'environnement, *shsregards* est imprimé sur du papier à 80% recyclé.

*shsregards* est un bulletin d'information trimestriel qui présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également imprimé en anglais et est disponible, sous forme électronique, en russe et, ponctuellement, en espagnol. Toutes les versions linguistiques sont téléchargeables sur le site web du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO ([www.unesco.org/shs](http://www.unesco.org/shs))

Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *shsregards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article.

© UNESCO, 2009. ISSN 1819-9704. Tirage : 10 000 exemplaires.

## Droits humains

- Les migrations au cœur d'un Forum de dialogue arabo-africain ..... 18
- Droits humains et justice sociale : débat à l'UNESCO ..... 19
- La Tunisie accueille un atelier sur les femmes et la justice ..... 19
- Fin d'un cycle de réunions régionales sur l'enseignement de la philosophie ..... 20
- Philosophie et droits humains : une nouvelle Chaire UNESCO établie en Turquie ..... 21
- Programme de soutien aux minorités : des boursiers à l'école de l'UNESCO ..... 22
- Asie-Pacifique : des outils contre les discriminations ..... 23

## Dossier



© Andrea Balducci/Flickr

**Zoom sur le Pérou** ..... 24-29

Les sciences sociales et humaines au sein des commissions nationales pour l'UNESCO.

**La tribune des lecteurs** ..... 30

**Publications** ..... 31

**Agenda** ..... 32

**Directeur de publication** : Pierre Sané  
**Rédactrice en chef** : Cathy Bruno-Capvert  
**Rédacteur en chef adjoint** : Nfaly « Vieux » Savané

**Ont contribué à ce numéro** : Mimouna Abderrahmane; Bérénice Alcalde; Sarah Lea Ansel; Kristina Balalovska; Coraline Bardinat; Diana Body Lawson; Flavia Cruz Moreira; Marie-Alix Forestier; Gissele Burbano Fuertes; Kornelia Guse; Daniel Coulomb-Herrasti; Imteyaz Khodabux; Maria Kyriotou; Marie-Céline Lesgourgues; Sondip Mukherjee; Antoine Pécoud; Laura Pochebonne; Chiara Sponzilli; Konstantinos Tararas et Liselot Vanduynslager.

**Iconographie et site web** : Petra Van Vucht Tijssen  
**Édition anglaise** : Carmel Rochet, assistée de Jenelle-lara Gonzales et Meredith Railey  
**Édition russe** : Alla Ampar

**Conception graphique et réalisation** : Atelier Takavoïr – Paris

**Impression** : OTT imprimeurs, 2009

**Diffusion et abonnement** : Diana Body Lawson, [shs@unesco.org](mailto:shs@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 37 81

**Adresse sociale** : UNESCO-SHS/EO/CIP  
1, rue Miollis – 75015 Paris, France



© Alejandro Lipovyc / Banque mondiale

Déjà très actif dans le domaine de la bioéthique, le Brésil accueillera, en septembre 2009, le 8<sup>e</sup> Congrès brésilien de bioéthique sur le thème « Bioéthique, droits et devoirs humains dans un monde globalisé ».

## BIOÉTHIQUE

# Essor de la bioéthique dans trois pays d'Amérique latine

En Argentine, en Colombie et au Salvador l'intérêt pour les questions éthiques soulevées par les progrès des sciences de la vie ne cesse de grandir comme en témoigne le développement de l'éducation à la bioéthique et la création de structures nationales adéquates.

L'Amérique latine connaît une recrudescence de l'intérêt porté à la bioéthique, du fait, notamment, de la mise en place de structures solides offrant un cadre d'analyse de discussion et de recommandations à l'égard des décideurs politiques sur les questions persistantes et émergentes inhérentes à cette discipline.

Il en va ainsi au Salvador, en Colombie, et en Argentine, où ont été établis – ou sont en passe d'être créés – des comités nationaux de bioéthique, en même que se développe, sur place, le programme d'éducation à l'éthique de l'UNESCO.

**Le Salvador** s'est ainsi doté, en mai 2009, d'une commission nationale de bioéthique. Conçue comme un organe consultatif pour aider à l'élaboration des cadres juridiques et des politiques nationales favorisant la protection et le respect de la vie, de l'environnement et de la dignité humaine, cette structure a, entre autres, pour objectif d'apporter des connaissances spécifiques lors des débats précédant les prises de décision en matière de santé.

**En Colombie**, dans le prolongement d'un séminaire transdisciplinaire organisé par l'UNESCO, en avril 2009,

dans le cadre de son projet « Assistance aux Comités de Bioéthique », un projet de loi portant création d'une commission nationale de bioéthique sera prochainement examiné par le Sénat, qui l'a déjà inscrit à son agenda de discussion.

**Enfin, en Argentine**, un atelier sur l'éducation à la bioéthique, qui s'est également tenu au premier semestre 2009, a été, quant à lui, l'occasion de discuter de la structure nécessaire à la mise en œuvre du Cours de base de bioéthique, élaboré par l'UNESCO, afin de renforcer l'éducation à l'éthique, dans toutes les universités et auprès de tous les professionnels de la santé de ce pays.

À l'évidence, la bioéthique contribue au dialogue entre les personnes, les groupes et les traditions culturelles. Sa nature transdisciplinaire permet, en effet, de reposer, à partir d'une perspective intégrale, les enjeux fondamentaux de la recherche et de l'application des progrès scientifiques à l'égard des êtres humains, de développer des outils pour favoriser la compréhension et la résolution des problèmes posés par ces défis au sein des différentes catégories de publics concernés, tout en cherchant à mettre l'étude de ces problématiques au cœur des sociétés qui les ont générés.

Le discours éthique s'appuie ainsi sur le dialogue, en tant que mécanisme et substance de la vie sociale. En exaltant la diversité des points de vue, il met en avant le caractère universel de l'humain, vers lequel devraient tendre toutes les politiques publiques en matière de santé et la relation avec l'environnement. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Andrea Gisselle Burbano Fuertes, [ag.burbano-fuertes@unesco.org](mailto:ag.burbano-fuertes@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 44 33

# 37

**institutions en bioéthique avaient déjà été créées en Amérique latine et dans les Caraïbes, en 2009.**

(GROBS 2)

## Le CIGB appelé à discuter du clonage humain

Le principe de la responsabilité sociale et de la santé, tel qu'énoncé dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme (2005), ainsi que la question du clonage humain et de la gouvernance internationale étaient à l'ordre du jour de la 6<sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB), organisée, au Siège de l'UNESCO, à Paris (France), les 9 et 10 juillet 2009. En matière de clonage humain, le CIGB devait, entre autres, se prononcer sur les conclusions du Comité international de bioéthique (CIB).

Saisi de cette question par le Directeur général de l'UNESCO, les experts indépendants du CIB considèrent qu'« il est urgent d'engager à ce sujet un dialogue à l'échelle internationale », car « les questions entourant la gouvernance internationale en matière de clonage humain ne peuvent être ignorées ».

Selon eux, « il est sans doute prématuré, pour la communauté internationale, de s'engager, dès à présent, dans l'élaboration d'un instrument normatif contraignant visant à harmoniser à la fois les pratiques et les principes dans ce domaine », mais l'UNESCO « est particulièrement bien placée pour poursuivre cette réflexion d'une manière à concilier la multiplicité des points de vue sur la question et pour étudier les aspects éthiques des nouvelles avancées scientifiques et leur impact sur le cadre normatif international actuel ».

Sur ce sujet – comme sur le rapport du CIB concernant « le principe de la responsabilité sociale et de la santé » –, les 36 États membres du CIGB étaient donc invités à donner leur avis puis à le transmettre au Directeur général de l'UNESCO afin que ce dernier soumette l'ensemble au prochain Conseil exécutif de l'Organisation. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Sabina Colombo, [ibc@unesco.org](mailto:ibc@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 39 39



## MALAISIE

# Le changement climatique au cœur des débats de la COMEST

Les implications éthiques du changement climatique et l'éthique de la science ont été les principaux thèmes discutés pendant la 6<sup>e</sup> session ordinaire de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) qui s'est tenue, du 16 au 19 juin 2009, à Kuala Lumpur, à l'invitation du Gouvernement de la Malaisie.

La 6<sup>e</sup> session ordinaire de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) s'est déroulée, du 16 au 19 juin, à Kuala Lumpur (Malaisie).

Venus des différentes régions du monde, les quelque 250 chercheurs, étudiants, universitaires, personnalités du monde politique et représentants d'ONG se sont retrouvés autour de trois grands thèmes : le changement climatique, l'éthique des sciences et l'enseignement de l'éthique environnementale.

Ils ont porté leur attention, principalement, sur les deux rapports de la COMEST à paraître en 2009, traitant des implications éthiques du changement climatique et de l'éthique de la science.

### L'urgence d'un cadre éthique

Au cours des débats, qui ont notamment été ouverts par Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, les participants ont aussi abordé la question de l'éthique de l'environnement, et plus particulièrement celle de son enseignement. Ils ont également, plusieurs fois, soulevés les enjeux éthiques des nanotechnologies (voir ci-contre).

Parmi les recommandations formulées, dans chacun de ces domaines, à l'issue de cette session, on retiendra notamment celle qui invite l'UNESCO à envisager le développement d'un cadre éthique de principes en relation avec les changements climatiques.

En effet, les débats n'ont pas manqué de relever, au regard de la nature et de l'ampleur des défis scientifiques et sociaux du changement climatique, l'urgence que les politiques adoptées au niveau mondial soient éclairées par des principes éthiques universels à la fois cohérents et flexibles.

Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie



© Will Lybird/Flickr

Il est d'ailleurs prévu que la 35<sup>e</sup> Conférence générale de l'Organisation qui se tiendra, en octobre 2009, à Paris (France), soit saisie de cette recommandation ambitieuse et sensible.

À travers les écoles de l'éthique de l'UNESCO en Asie-Pacifique, les différents débats ont aussi permis d'approfondir les questions éthiques relatives aux sciences et aux technologies dans cette région du monde, d'établir un réseau d'experts, et de mettre en place une plate-forme pour de futures activités dans l'ensemble de la région, voire au-delà.

Enfin, en marge de la session, s'est tenu un Forum des jeunes chercheurs et étudiants qui a débattu avec la COMEST des mêmes thèmes et remis des recommandations qui ont été prises en compte dans le document final. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 28  
Site web : [www.unesco.org/shs/fr/ethics](http://www.unesco.org/shs/fr/ethics)

## Nanotechnologies : recommandations de la COMEST

Lors de sa 6<sup>e</sup> session ordinaire, la COMEST a examiné les résultats d'une réunion d'experts sur l'éthique des nanotechnologies, organisée les 18 et 19 mai 2009, à Doha (Qatar), et au cours de laquelle une trentaine d'experts ont invité l'UNESCO à envisager l'élaboration d'une « Déclaration sur l'éthique des nanotechnologies dans les États arabes ».

Reprenant cette conclusion, la COMEST a recommandé au Directeur général de l'UNESCO de lancer, dès 2010, des travaux préparatoires afin d'étudier, avec les différents partenaires, la pertinence d'un tel instrument pour la région. En attendant, il est envisagé de constituer un comité de pilotage, qui pourrait se réunir, fin 2009, afin d'élaborer un avant-projet sur la base d'un document élaboré en 2007 par la COMEST intitulé *Nanotechnologies et éthique : Politiques et actions*. Prenant note du développement rapide, mais inégal, des nanotechnologies dans la région Asie-Pacifique, la COMEST a également appelé l'UNESCO à œuvrer pour l'amélioration de l'accès aux moyens nanotechnologiques, ainsi qu'aux documents et recherches traitant de l'éthique des nanotechnologies. Cette question est d'autant plus importante que, comme les débats de la COMEST l'ont souligné, l'échelle du nanomètre représente désormais un point de convergence entre disciplines scientifiques et approches technologiques qui, en remettant notamment en question les frontières entre le vivant et le non-vivant, pourrait faire surgir à l'avenir des problèmes sociétaux et éthiques inédits. Les enjeux des technologies « convergentes », qui engagent les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies de la communication et de l'information et les sciences cognitives, seront au cœur des réflexions de la COMEST dans les deux prochaines années. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **John Crowley**, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 28



© CNRS Photothèque / Philippe Phally

## 1 question...

« Monaco a accueilli la Conférence internationale sur les conséquences du changement climatique dans l'Arctique. Pourquoi un tel engagement sur ce sujet ? »

Invité par *SHSregards* à apprécier l'importante réunion sur l'avenir de l'Arctique face aux défis du changement climatique, qui s'est tenue, du 3 au 6 mars 2009, dans la Principauté de Monaco<sup>1</sup>, Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco affirme sa conviction que « l'intérêt collectif sera une composante de plus en plus fréquente dans nos choix quotidiens. »



Tout d'abord, je tiens à souligner que cet engagement procède d'une dynamique de fond.

Dans le droit fil des actions engagées pour la préservation de la Mer Méditerranée, déjà mises en œuvre depuis plus de 30 ans par Mon pays en partenariat avec la France et l'Italie au travers de l'Accord RAMOGE<sup>2</sup>, Je suis convaincu de la nécessité d'un développement responsable et harmonieux d'un État avec son environnement.

Mon souhait est donc, bien sûr, d'alerter l'opinion publique sur ces questions essentielles, mais également de mettre l'accent sur l'importance d'une mise en commun des capacités et des connaissances de tous.

C'est effectivement en relayant le résultat des projets conduits par de nombreux scientifiques, mais aussi les réflexions menées par les membres de différentes enceintes internationales, intergouvernementales ou de structures indépendantes de renom, des Gouvernements et des décideurs, qu'une synergie pourra se dégager afin de trouver des solutions pérennes en vue d'un développement juste et durable de notre planète.

En avril 2006, J'ai dirigé une expédition au Pôle Nord afin de faire prendre conscience des conséquences du réchauffement climatique.

Dans cette lignée, J'ai créé en juin 2006, ma propre fondation dédiée à la protection de l'environnement et au développement durable et ce,

## S.A.S. le Prince Albert II : « Trouver des solutions pérennes en vue d'un développement juste et durable de notre planète »



© 2008 Palais Princes de Monaco

dans trois axes principaux d'action : les changements climatiques, la biodiversité et l'eau.

Au début de la présente année, Je me suis rendu au Pôle Sud afin de visiter les différentes bases scientifiques implantées sur le continent Antarctique.

C'est en connaissant les préoccupations liées au changement climatique et les études menées dans ce domaine qu'il est possible d'en assurer la promotion et notamment en vue de la préservation de ces régions qui garantissent l'équilibre climatique de toute la planète.

Vous le savez, « Gouverner c'est prévoir ». Il est donc de la plus haute importance d'envisager l'avenir en prenant conscience que celui-ci se forge dès aujourd'hui au travers d'idées novatrices.

Il est probable que nos modes de vie n'auront plus comme objectif unique de satisfaire des besoins individuels, mais que l'intérêt collectif sera une composante de plus en plus fréquente dans nos choix quotidiens. Je suis convaincu que cette tendance sera également le point d'ancrage des politiques à venir dans ce domaine. » ¶

Propos recueillis par **Nfaly « Vieux » Savané**

1. Voir *SHSregards* n°24, page 6.

2. L'Accord RAMOGE est un traité de protection de l'environnement signé en 1976 entre la France, Monaco et l'Italie pour faire en sorte que les zones maritimes de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la Principauté de Monaco et de la Ligurie constituent une zone pilote de prévention et de lutte contre la pollution en milieu marin.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

# L'Asie et le Pacifique face au défi de l'éducation à l'éthique

Diverses initiatives en faveur de l'éducation à l'éthique sont actuellement en cours en Asie et dans le Pacifique, où il existe une demande croissante pour rendre cette discipline obligatoire à tous les niveaux d'enseignement, et donc une véritable nécessité de disposer de formateurs qualifiés.

Afin de renforcer l'éducation à l'éthique dans la région Asie-Pacifique, plusieurs ateliers de formation ont été organisés, depuis la fin de l'année 2008, sous l'impulsion de l'Unité régionale des sciences sociales et humaines du bureau de l'UNESCO à Bangkok. Au-delà des formateurs et enseignants en éthique, directement concernés par ce programme, ces ateliers visent l'ensemble des professionnels intéressés par le partage des connaissances dans ce domaine.

Le 22 mai 2009, quelque 400 personnes, en majorité des enseignants, ont ainsi participé à une session de formation organisée, à Manille (Philippines), en coopération avec des associations locales pour le renforcement des capacités des enseignants, la Commission philippine pour l'UNESCO et plusieurs universités du pays.

Deux mois plus tôt, le 23 mars 2009, une centaine d'experts, représentant pas moins de 25 pays de la

région, s'était retrouvée à Bangkok (Thaïlande) pour développer des méthodes d'enseignement de l'éthique au niveau scolaire et universitaire, à l'occasion d'un atelier placé sous l'égide du ministère thaïlandais de l'Éducation.

Les 17 et 18 mars précédents, une autre rencontre de ce type, patronnée, elle aussi, par un ministère national de l'Éducation, rassemblait 90 participants dans la capitale du Bangladesh, en coopération avec le Conseil de recherche en sciences sociales, la Commission des bourses universitaires du Bangladesh, et le bureau de l'UNESCO à Dhaka.

## Partager l'expérience du Bangladesh

À l'issue de cette réunion, les participants ont recommandé que les décideurs politiques bangladais prennent les mesures nécessaires pour que soit mise en œuvre, de manière effective, la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme, adoptée par l'UNESCO en 2005. Des groupes de travail ont été mis en place et chargés de créer un comité national de bioéthique, d'établir des comités d'éthique dans toutes les universités, de développer des directives et des politiques nationales en matière d'éthique et de bioéthique, et de renforcer les capacités pour instaurer un enseignement de l'éthique obligatoire pour tous les enfants dans le pays.

Une « Association bangladaise de bioéthique » devait être instituée et lancée à l'occasion d'une deuxième réunion, prévue à Dakha, en juillet 2009, avec le soutien de l'UNESCO, qui s'est engagée à contribuer à la matérialisation de tous ces efforts, ainsi qu'au partage de l'expérience du Bangladesh avec la communauté internationale.

La formation d'experts en éducation à l'éthique et à la bioéthique, au niveau de l'enseignement supérieur, constitue un des défis auquel la région est confrontée. Dans les pays d'Asie et du Pacifique, il existe, en effet, une demande croissante pour rendre cette discipline obligatoire à tous les niveaux d'enseignement, et donc une véritable nécessité de disposer de formateurs qualifiés. De fait, la mise en place de programmes universitaires en bioéthique et en éthique appliquée apparaît indispensable, afin de s'assurer que la formation d'enseignants puisse être maintenue dans les prochaines années. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Darryl Macer, [d.macer@unesco.org](mailto:d.macer@unesco.org), tél. : +66 2391 0577, ext. 147  
Plus de détails sur les réunions qui se sont déjà tenues sur :  
[www.unescobkk.org/rushsap](http://www.unescobkk.org/rushsap)

## Cours d'éthique en Namibie

L'université de Windhoek (Namibie) abritera, du 24 au 28 août 2009, un cours de formation d'enseignants d'éthique, organisé en coopération avec la Chaire UNESCO de bioéthique de l'Université d'Haïfa (Israël), la Commission namibienne pour l'UNESCO et l'Université de Namibie. Cette formation vise en particulier la jeune génération d'enseignants universitaires et s'inscrit dans le cadre du programme de l'UNESCO pour l'éducation à l'éthique (EEP), qui a déjà organisé des sessions identiques en Arabie Saoudite en Biélorussie, au Kenya, en Roumanie et en Slovaquie. ¶

Pour plus d'informations :  
[www.unesco.org/shs/fr/ethics/eep](http://www.unesco.org/shs/fr/ethics/eep)

## Réseau d'experts en Moldova

Une association régionale pour l'enseignement de la bioéthique a été créée, à l'issue d'une réunion d'experts en enseignement de la bioéthique, organisée, les 28 et 29 mai 2009, à Chisinau, par le bureau de l'UNESCO à Moscou, en partenariat avec la Commission pour l'UNESCO de la République de Moldova. Ce nouveau réseau entend renforcer la coopération dans le domaine de l'éducation à la bioéthique au sein de la Communauté des États Indépendants (CEI), et pourrait devenir un contributeur important du programme de l'UNESCO pour l'éducation à l'éthique (EEP). ¶

Pour plus d'informations :  
[www.unesco.ru](http://www.unesco.ru)

## Comité de bioéthique en Guinée

Le tout nouveau Comité guinéen de bioéthique et l'UNESCO ont signé, le 6 avril 2009, un protocole d'accord visant à assurer une coopération entre les deux instances pour les trois prochaines années. Les deux parties ont convenu d'organiser, en 2010, une deuxième session de formation aux méthodes de travail, dans la dynamique de celle délivrée, en avril 2009, à Conakry. En mettant sur pied cette instance, composée de 19 membres, la Guinée est le 4<sup>e</sup> pays à rejoindre le programme ACB (Assistance aux comités de bioéthique), après le Togo, le Ghana et la Jamaïque. ¶

Pour plus d'informations :  
[www.unesco.org/shs/fr/ethics/abc](http://www.unesco.org/shs/fr/ethics/abc)



Le Bangladesh souhaite rendre l'enseignement de l'éthique obligatoire pour tous les enfants du pays.

© Scott Wallace / Banque mondiale



© Curt Carremark / Banque mondiale

L'UNESCO œuvre pour favoriser la participation de tous les jeunes, garçons et filles, dans les prises de décision.

## CÉLÉBRATION

# Une Journée de la jeunesse 2009 sur le thème de la « durabilité »

Instituée en 1999 par une résolution des Nations Unies, la Journée internationale de la jeunesse se déroule, cette année, dans un contexte de crise qui offre l'occasion de rappeler qu'aucune solution durable ne saurait être trouvée sans faire participer les jeunes eux-mêmes.

Dans le contexte d'une crise multidimensionnelle, qui affecte tous les aspects du développement des jeunes – tant économiques et environnementaux que sociétaux –, le thème retenu pour la Journée internationale de la jeunesse en 2009 ne pouvait être plus pertinent.

Ce 12 août, la jeunesse du monde entier est, en effet, invitée à se mobiliser sur le thème de « La durabilité: notre défi, notre avenir ». Pour la communauté internationale, il y a, en effet, urgence à leur permettre de se doter des outils qui les aideront à relever les défis auxquels ils doivent faire face et à participer de façon effective à l'identification des solutions pertinentes.

### Des partenaires-clés

Représentant 18 % de la population mondiale, les jeunes sont, en effet, non seulement des partenaires-clés d'aujourd'hui, mais, surtout, les détenteurs du monde de demain. Les avancées en matière d'éducation et de technologies d'information, leur capacité d'adaptation à des réalités variables, mais aussi la reconnaissance croissante de la valeur de leur participation aux efforts de dévelop-

pement leur offrent de multiples opportunités pour canaliser leurs énergies et leurs points de vue vers un changement positif. Cependant, la pauvreté, la malnutrition, le VIH/Sida, le chômage et les discriminations – notamment vis-à-vis des jeunes femmes –, constituent des obstacles considérables, qui les empêchent de bénéficier pleinement de ce potentiel. Déjà, 200 millions de jeunes subsistent avec moins de 1 dollar américain par jour, quand 130 millions ne savent ni lire ni écrire...

Dans ce contexte, le programme pour les sciences sociales et humaines de l'UNESCO cherche à contribuer à la création d'un environnement propice à leur développement, qui permettra de relever le défi de « la durabilité » de façon efficace. De concert avec les gouvernements, les organisations de jeunesse, les réseaux de chercheurs, et les principaux partenaires du développement, l'UNESCO s'efforce ainsi de renforcer le développement et la gestion des connaissances et de promouvoir la recherche en matière de jeunesse. Elle œuvre également pour promouvoir le développement de poli-

tiques et de cadres traitant des questions liées à la jeunesse, et favorise la participation des jeunes dans la prise des décisions, leur engagement civique et leur inclusion sociale.

Quoi de plus normal ? Comme le soulignait Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, lors du 5<sup>e</sup> Forum des jeunes de l'Organisation, en 2007 : « En fin de compte, c'est vous, la jeunesse du monde, qui vivez les conséquences des décisions que nous prenons aujourd'hui. Vous avez le droit de faire entendre votre voix. Et nous avons le devoir de vous écouter ». Le 12 août 2009, chacun devrait se le rappeler. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Golda El-Khoury, [g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org), tél.: +33 1 45 68 45 47

**89,5%**

**des 15-24 ans  
vivent dans  
des pays en  
développement  
en 2025.**

*(Rapport mondial des Nations  
Unies sur la jeunesse, 2005)*

RENDEZ-VOUS

## 6<sup>e</sup> Forum des Jeunes : l'UNESCO ouvre la discussion sur internet

Dix ans après la création du Forum des Jeunes de l'UNESCO, l'Organisation innove en lançant, dès le mois de juillet, une discussion en ligne sur les principaux thèmes qui seront abordés, en octobre, à Paris. Parmi eux : la participation de la jeunesse aux choix qui la concernent.

Le 6<sup>e</sup> Forum des Jeunes de l'UNESCO se tiendra, du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2009, au Siège de l'Organisation, à Paris (France), à la veille de la 35<sup>e</sup> Conférence générale.

Nommés par les 193 États membres de l'UNESCO, près de 200 jeunes délégués et une soixantaine d'observateurs, militants d'ONG, débattront, à cette occasion, autour de deux thèmes : « Investir en dehors de la crise : vers un partenariat entre l'UNESCO et les organisations de jeunesse » et « Participation des jeunes : le Forum des Jeunes de l'UNESCO, une approche à long terme ».

Dix ans après sa 1<sup>re</sup> édition, un des défis majeurs de cette rencontre internationale sera, en effet, de favoriser une véritable participation des jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions qui les concernent, en commençant par mettre en place des instruments qui encouragent une meilleure prise en compte de leurs recommandations dans la stratégie qui sera adoptée par les États membres de l'UNESCO, lors de leur Conférence générale.

Ainsi, les jeunes délégués perdront moins de temps à se mettre en scène, préférant entrer directement dans le vif du sujet, grâce à un « facilitateur » dont le rôle sera d'animer des débats auxquels ils auront pris le soin de mieux se préparer dans les mois

précédents. Lors du 5<sup>e</sup> Forum des Jeunes de l'UNESCO, qui s'était tenu en 2007, les jeunes délégués avaient, en effet, regretté « le temps insuffisant imparti à la préparation des élus du Forum », relevant qu'« une véritable créativité et de nouvelles idées émergent avec de nouvelles formes de dialogue et d'échange. »

### Favoriser une préparation optimale

Pour la 1<sup>re</sup> fois, dès le mois de juillet 2009, les jeunes du monde entier devaient donc être invités à échanger, à travers un forum de discussion en ligne sur des questions liées aux deux thèmes figurant à l'ordre du jour du 6<sup>e</sup> Forum des Jeunes. Cette initiative devrait favoriser une préparation optimale des délégués et contribuer à la qualité des débats qu'ils auront au mois d'octobre, ainsi qu'au contenu des recommandations qu'ils transmettront aux États membres de l'Organisation. L'expérience des 6 Forums régionaux, organisés pour préparer l'édition précédente, a déjà montré l'efficacité d'un tel outil, particulièrement apprécié des jeunes car il favorise leur réflexion, tout en leur permettant de faire connaissance à distance, avant de se rencontrer physiquement lors de leur venue à Paris.

Sur ce forum de discussion en ligne, les futurs délégués pourront également trouver des documents de recherche synthétiques afin de les guider dans leurs réflexions. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Golda El-Khoury, [g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 47

Pour accéder au forum de discussion en ligne : [www.unesco.org/fr/youth](http://www.unesco.org/fr/youth)



© Scott Wallace/Banque mondiale

### Réunion ministérielle contre la violence en Amérique centrale

Institutionnalisé par l'UNESCO, suite au succès de sa 1<sup>re</sup> édition, en août 2007, le Forum des ministres et hauts responsables en charge de la jeunesse en Amérique centrale se réunira, pour la 2<sup>e</sup> fois, les 21 et 22 août 2009, à San José (Costa Rica).

Espace de dialogue informel, ce Forum vise à faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière de prévention de la violence juvénile dans une région du monde où les 15-24 ans représentent plus de 30% de la population.

Après avoir contribué à promouvoir une « philosophie de la prévention », le Forum cherchera, cette année, à soutenir « le développement de politiques publiques de prévention de la violence ».

Les ministres de l'Éducation et/ou de la Jeunesse du Costa Rica, du Guatemala, du Nicaragua, de la République dominicaine et du Salvador participeront à cette rencontre, à laquelle assisteront également de nombreuses institutions régionales, telles que la Banque Interaméricaine de Développement, l'Organisation des États américains, le Système de l'Intégration centro-américaine, la Faculté latino-américaine des sciences sociales, l'Organisation des États ibéro-américains et la Coalition centroaméricaine pour la prévention de la violence.

Plusieurs Fonds et agences du système des Nations Unies ont également prévu de participer (PNUD, UNICEF, OMS et FNUAP), ainsi que des agences de coopération bilatérale (Allemagne, Canada, Espagne, Italie, Japon et Suède). ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Teresita Escotto Quesada,  
[t.escotto-quesada@unesco.org](mailto:t.escotto-quesada@unesco.org),  
tél. : +506 258 76 25



### Unique au sein des Nations Unies

Partie intégrante de ce « Parlement » de l'UNESCO que représente la Conférence générale de l'Organisation, le Forum des Jeunes de l'UNESCO constitue, depuis 1999, un espace unique de débats, de réflexion, et de propositions au sein du système des Nations Unies. Tous les deux ans, il offre l'occasion à des jeunes du monde entier de partager leurs expériences, d'identifier leurs préoccupations communes et de contribuer aux travaux des États membres de l'UNESCO, à travers le rapport final qu'ils présentent à la Conférence générale. ¶



© UNESCO

# Le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) en pleine réforme

Le 8 et 9 juin 2009, les membres du CIGEPS se sont réunis au siège de l'UNESCO, à Paris, afin de discuter du projet de réforme de cette instance, qui doit être adopté par la Conférence générale de l'UNESCO, en octobre prochain.

À cette occasion, Kamal Guemmar, Président du CIGEPS, Arnaldo Fuxa, représentant de Cuba et coordinateur du projet de réforme en cours, et Detlef Dumon, Directeur exécutif du Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport (CIEPSS), membre du CIGEPS, ont répondu aux questions de *SHSregards*.

## Quels sont le rôle et la spécificité du Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) ?

**K.G. :** Le CIGEPS est un organe subsidiaire de l'UNESCO, créé en 1978, pour impulser la mise en œuvre de la Charte de l'UNESCO sur l'éducation physique et sportive et promouvoir, via l'éducation physique et le sport, les valeurs éducatives, culturelles et éthiques à l'échelle universelle. Il intervient sur des problématiques telles que le sport et la paix, le sport et les femmes, ou encore le dopage. Le Comité, qui a fait de l'Afrique une priorité, intervient également auprès des groupes prioritaires et coopère avec des ONG internationales intervenant dans le sport, telles que TAFISA ou le Comité international olympique.

**A.F. :** Dans le domaine de l'éducation physique et sportive, il y a beaucoup de dispersion dans les actions menées et donc une efficacité réduite. Le CIGEPS, qui rassemble des représentants de gouvernements, d'ONG mais aussi des experts, a une véritable capacité de coordination. De plus, l'UNESCO, en tant qu'organisation intergou-

© hidden side / Flickr



vernementale, peut convoquer des ministres et personnalités d'envergure, présenter des travaux d'un haut niveau scientifique et doter les autres pays de cette information.

**D.D. :** Du point de vue de notre ONG, créée en 1958, avec le soutien de l'UNESCO, le CIGEPS est un organe important de promotion des bénéfices du sport au niveau international. À travers lui, nous pouvons transmettre les résultats de nos recherches sur différents sujets liés à l'éducation physique et sportive aux États membres de l'Organisation. Il nous permet ainsi d'accéder aux décideurs politiques et de défendre les valeurs de l'éducation physique et du sport dans toutes les disciplines.

## Quels sont les enjeux de la réforme du CIGEPS actuellement en cours ?

**K.G. :** Cette réunion du CIGEPS a été largement consacrée aux discussions autour de sa réforme. En effet, le Comité inscrit actuellement sa démarche dans une vision de réforme globale, qui implique une réforme du Comité actuel, mais aussi de ses activités et groupes de travail, ainsi que de ses orientations futures. Il s'agit d'adopter une nouvelle stratégie en fonction de celle de l'UNESCO.

**A.F. :** Nous avons analysé tout ce qui s'est passé depuis 30 ans pour dégager un

diagnostique général. Le CIGEPS a connu des problèmes de carences organisationnelles, économiques ainsi qu'une instabilité dans la représentation des pays membres du CIGEPS. L'enjeu est de passer d'un modèle théorique à un modèle plus dynamique pour renforcer le rôle de coordination de cette instance, ainsi que la visibilité et l'impact de ses actions dans toutes les sociétés, pays et organisations. Nous envisageons également la réforme du Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS), afin qu'il gère les fonds extrabudgétaires, pour garantir le fonctionnement effectif du CIGEPS.

**D.D. :** Nous considérons que la visibilité de l'éducation physique et sportive parmi les États membres de l'UNESCO peut être améliorée. Nous accueillons donc positivement cette réforme qui permettra d'augmenter les dynamiques d'échanges au sein du CIGEPS et de l'Organisation dans son ensemble. Selon moi, les bienfaits de l'éducation physique et sportive pour le développement individuel, social, émotionnel, intellectuel et physique en dehors du sport sont encore sous-estimés. ¶

Propos recueillis par Coraline Bardinat

MIGRATIONS INTERNATIONALES

# Chine : l'UNESCO pilote un projet sur les droits des jeunes migrants

La ruée des jeunes ruraux vers les centres urbains est devenue un phénomène marquant dans le développement économique de la Chine. Pour en cerner les contours, neuf agences des Nations Unies, dont l'UNESCO, ont engagé, en mai 2009, un projet visant à protéger les droits de cette frange particulièrement vulnérable de la population.

Un projet de soutien aux jeunes migrants impliquant neuf agences des Nations Unies, dont le Bureau international du travail (BIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et l'UNESCO, a démarré, en mai 2009, depuis Beijing (Chine).

Financé par le Fonds espagnol pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ce vaste programme vise à favoriser l'intégration des jeunes migrants dans cinq villes chinoises, qui ont été sélectionnées sur la base de leur forte population migrante : Changsha, Changsha, Hangzhou, Shenzhen, Tianjin et Xian.

Doté d'un budget de plus de 7 millions de dollars des États-Unis, pour une période de trois ans, ce projet va s'intéresser prioritairement aux jeunes migrants issus des régions rurales, qui représentent une population particulièrement vulnérable.

L'afflux des travailleurs ruraux vers les villes est, en effet, devenu un phénomène marquant dans le développement économique de la Chine contemporaine. Principalement à la recherche d'un emploi, une large majorité de ces migrants sont très jeunes (70 % ont entre 15 et 35 ans), et n'ont en général accompli que la moitié de leurs études secondaires. Si ces vastes mouvements migratoires tendent à améliorer la qualité de vie des résidents urbains, en fournissant aux villes un grand réservoir de main-d'œuvre non qualifiée et peu coûteuse, les droits des immigrants doivent être promus et protégés.

Parce que, dans ce domaine, beaucoup reste à faire, ce projet, piloté par le bureau de l'UNESCO à Beijing, va déployer une stratégie d'ensemble pour faire face aux défis soulevés par cette frange de la population victime de toutes sortes de discriminations. Des solutions innovantes seront ainsi développées de manière à renforcer, notamment, les capacités des institutions locales afin qu'elles puissent mettre en œuvre efficacement les lois et les politiques en faveur d'une bonne intégration des jeunes migrants.

L'UNESCO s'impliquera, par ailleurs, dans divers domaines, en particulier dans la promotion des droits des migrants ruraux et l'amélioration de leur accès à une formation professionnelle. C'est ainsi que la capacité des centres communautaires sera améliorée pour fournir aux migrants des services qui prennent en compte les questions de genre, notamment dans le domaine de la formation.

Des campagnes d'information destinées aux jeunes migrants seront également menées afin de leur faire connaître leurs droits. Une équipe composée de correspondants locaux, identifiés au sein des universités, des centres de recherche, de la société civile et des gouvernements locaux, procédera à une collecte d'informations sur la situation des jeunes migrants, sur leurs caractéristiques et sur les modalités de leur migration.

Le bureau de l'UNESCO à Beijing produira, à intervalles réguliers, des rapports d'étape qui seront publiés et diffusés à tous les partenaires du projet, lesquels pourront également échanger grâce à un site web qui sera mis en place, avant la fin 2009, afin de faciliter la communication entre eux. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Paul de Guchteneire, [p.deguchteneire@unesco.org](mailto:p.deguchteneire@unesco.org),  
tél.: +33 1 45 68 38 50



**« En 2004, 140 millions de travailleurs ruraux avaient migré vers les villes en Chine »**  
(Ensemble avec les migrants, UNESCO Beijing, 2005.)



## DÉVELOPPEMENT URBAIN

# Sommet Habitat en Inde : participation de l'UNESCO

**« La population urbaine augmente sans cesse : chaque semaine, 1,25 million d'habitants supplémentaires s'installent dans les villes. » (ONU)**

Les politiques urbaines seront passées au crible lors du Sommet Habitat 2009 qui se tiendra, en septembre, à New Delhi, en Inde. Des experts du monde entier examineront les actions à mener pour donner, comme s'y emploie l'UNESCO, un « visage humain » à une urbanisation fortement marquée par la pauvreté et la dégradation environnementale.

Du 24 au 26 septembre 2009, l'UNESCO devrait participer au 1<sup>er</sup> Sommet Habitat organisé, à New Delhi (Inde), avec le soutien de la Chaire UNESCO « Durabilité sociale dans les quartiers historiques » de l'Université Yonsei, à Séoul (République de Corée) et de l'ONU-Habitat. Cette importante réunion se déroulera dans un pays qui, selon diverses projections, atteindra 400 millions d'habitants en 2030, alors qu'il en comptait 285 millions en 2001, et où, dès 2011, 65 % de son produit intérieur brut proviendrait des zones urbaines.

Liée à la mondialisation et aux migrations rurales vers les villes, cette croissance urbaine est déjà très marquée par la pauvreté et la

dégradation environnementale, que ce soit dans les mégapoles comme Delhi ou Mumbai, ou bien dans les petites villes et les villes moyennes, comme cela a été récemment mis en lumière par le film *Slumdog Millionnaire*.

Dans un tel contexte, l'UNESCO aura une nouvelle opportunité de mieux faire connaître l'action qu'elle développe en faveur d'une urbanisation « à visage humain », dans le cadre de son programme pour les sciences sociales et humaines.

Un an après que l'Asie a abrité, en novembre 2008, à Nanjing (Chine), le Forum urbain mondial qui se tenait pour la première fois dans cette région du monde, le Sommet Habitat 2009 offrira, en effet, l'occasion d'identifier les déficits au niveau des politiques urbaines, les défis et les études de cas innovants qui mettent en exergue les meilleures pratiques, et les solutions viables susceptibles de créer des établissements humains durables dans tout le pays.

Durant trois jours, les acteurs-clés en charge du développement de la ville en Inde - en l'occurrence, les décideurs, les fonctionnaires, le secteur privé, les médias, les ONG, mais aussi les réseaux de chercheurs - échangeront sur différents thèmes comme « L'urbanisation comme politique de développement du monde », ou bien « Le rôle des institutions éducatives pour construire la ville ».

Une présentation de la notion « Éducation au développement urbain durable » sera effectuée et illustrée par les Chaires UNESCO.

Enfin, le bureau de l'UNESCO à New Delhi y présentera une version adaptée à la situation indienne de l'ouvrage intitulé *Des quartiers historiques pour tous : une approche sociale et humaine pour une revitalisation durable*, à l'occasion de sa participation à une session portant sur « Le redéveloppement et la revitalisation des villes ».

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marina Faetanini, [m.faetanini@unesco.org](mailto:m.faetanini@unesco.org), tél. : +91 11 26 71 30 00  
Brigitte Colin, [b.colin@unesco.org](mailto:b.colin@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 37 54

## FLASH

L'ouvrage *Migrations sans frontières*, publié par Berghahn Books et l'UNESCO, en 2007, vient d'obtenir la **Médaille d'argent 2009 du Prix Past Presidents' Book**, de l'Association for Borderlands Studies (États-Unis), qui a salué « un livre stimulant, invitant à repenser les politiques migratoires contemporaines ».

Pour commander ce livre :  
<http://publishing.unesco.org>

TRANSFORMATIONS SOCIALES

# Face à la crise : most, le *Think*

## Débat à l'UNESCO sur les réponses nationales et internationales apportées à la crise

À l'occasion du 9<sup>e</sup> Conseil intergouvernemental du most (CIG), deux tables-rondes, organisées le 29 septembre 2009, au Siège de l'UNESCO, à Paris (France), seront l'occasion de débattre des réponses nationales et internationales déjà apportées à la crise financière mondiale afin de contrer ses effets néfastes, notamment pour les populations déjà fragilisées. Ouvertes au public, ces tables-rondes permettront d'avoir un échange direct entre ministres, chercheurs en sciences sociales, acteurs du secteur privé, représentants d'organisations internationales et d'ONG.

Celle du matin sera, ainsi, l'occasion de présenter les mesures prises par certains pays d'Afrique, d'Amérique latine et des États arabes, grâce à la participation du ministre du Développement social de la Jordanie, Hala Lattouf, de la ministre de la Coordination sociale de l'Équateur, Jeannette Sanchez, et d'un entrepreneur du secteur privé d'Afrique du Sud.

Avec la table-ronde de l'après midi, place sera faite aux réponses internationales à la crise autour des interventions de cinq intervenants : Isabel Ortiz, du Département des affaires sociales et économiques des Nations Unies (UNDESA), Gustave Messiah, du Centre de recherches et d'information pour le développement (CRID), Sylvia Walby, chercheur à l'Université de Lancaster, un représentant de l'Union Africaine, et une personnalité politique norvégienne. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter : [www.unesco.org/shs/fr/most/igc](http://www.unesco.org/shs/fr/most/igc)



Les représentants des 35 pays membres du Conseil intergouvernemental (CIG) du programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (most) se réuniront, à Paris, fin septembre 2009, pour décider des orientations à venir de ce programme qui fonctionne comme un véritable *Think tank* des nations.

« La forme, c'est le fond qui remonte à la surface », se plaisait à répéter l'écrivain français Victor Hugo (1802-1885). Celles et ceux qui assisteront à la prochaine session du Conseil intergouvernemental (CIG) du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (most) y songeront peut-être...

Dans la manière dont ils seront conduits, les travaux du 9<sup>e</sup> CIG du most devraient, en effet, concrétiser toute l'ambition de ce programme, qui est de resserrer les liens entre la recherche en sciences sociales et les politiques de développement, au service des populations.

Ainsi, si les 35 représentants des États membres de cette instance seront seuls à décider des orientations

qu'ils souhaitent donner au most pour les deux ans à venir, ils le feront après avoir pris le soin d'écouter et de débattre avec d'éminents chercheurs en sciences sociales, d'autres décideurs politiques, des représentants d'organisations régionales et internationales, des militants d'ONG et des entrepreneurs du secteur privé.

Articulés autour de 3 grandes parties, cette réunion, qui se tiendra du 28 au 30 septembre 2009, au siège de l'UNESCO, à Paris (France), sera notamment ouverte par M. Anastassopoulos, Président de la Conférence générale de l'Organisation. Puis un clip-vidéo mettant en perspective le programme most sera projeté, avant que les participants n'examinent le rapport du Comité de conseil scientifique du most et le bilan des activités mises en œuvre sur le terrain, depuis la dernière session du CIG, en 2007.

Un chercheur de renommée mondiale interviendra, ensuite, sur les différentes dimensions de la crise actuelle et la manière dont elles se manifestent. Cette communication mettra, ainsi, en exergue tout l'enjeu de cette session : convaincre que, dans le contexte actuel, le programme most est aux premières loges pour aider les États à faire le choix d'un développement économique et social durable, c'est-à-dire respectueux des valeurs universelles de justice, de dignité et de liberté.

Seul programme des Nations Unies chargé de contribuer, par la recherche en sciences sociales, ➔

# tank des nations

➔ à l'élaboration de politiques publiques susceptibles de mieux répondre aux mutations de nos sociétés, le most devrait être, en effet, plus que jamais appelé, à jouer le rôle qui est le sien : celui d'un véritable *Think tank* des nations.

À cet égard, le 1<sup>er</sup> Forum international sur l'interface entre les sciences et les politiques sociales, organisé, en 2006, en Argentine et en Uruguay, avait marqué une étape importante dans le renforcement du lien recherche/politiques. Les participants au 9<sup>e</sup> CIG du most seront, donc, invités à se pencher sur les enseignements qui ont pu en être tirés et sur les suites qui lui ont été données.

Après avoir partagé l'expérience positive du Comité de liaison du most de Cuba, ils discuteront, ensuite, d'un projet de brochure guidant les pays désireux de mettre en place, ou de développer, ce type de structure dont le rôle est aussi de renforcer le lien recherche/politiques, au niveau national.

Temps fort de ce 9<sup>e</sup> CIG, les nouvelles fonctionnalités et les dernières mises à jour du serveur en ligne du most leur seront également présentées. Offrant un soutien indéniable à la prise de décision politique, cet outil, accessible à tous sur internet, s'enrichit de jour en jour, et permet déjà de réaliser des rapports comparatifs sur les recherches menées à travers le monde, à partir d'un lieu ou d'une thématique.

À l'issue de cette présentation, passé et futur se rejoindront, avec une discussion sur le rapport d'étape de la 2<sup>e</sup> phase du most, engagée en 2004, et la présentation du projet de budget devant être alloué au programme en 2010-2011.

Le lendemain, un véritable « Forum interrégional du développement social » sera organisé, à travers 2 tables-rondes sur les réponses apportées à la crise (lire ci-contre), qui rappelleront combien cette crise agit comme un « révélateur de nos choix de sociétés », et combien il devient urgent d'éclairer ces choix par des données fiables permettant de mieux anticiper les transformations sociales qui s'opèrent désormais à un rythme de plus en plus soutenu, dans le monde entier.

Enfin, après que le bureau du CIG du most se sera réuni, dans la matinée du 30 septembre, les représentants des États membres du CIG adopteront des recommandations qui seront transmises au Directeur général de l'UNESCO qui les communiquera à la 35<sup>e</sup> Conférence générale de l'Organisation. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Christina Von Furstenberg, [c.von-furstenberg@unesco.org](mailto:c.von-furstenberg@unesco.org),  
tél.: +33 1 45 68 45 16

Retrouvez l'agenda détaillé et les différents documents de la 9<sup>e</sup> session du CIG du most à l'adresse suivante : [www.unesco.org/shs/fr/most/igc](http://www.unesco.org/shs/fr/most/igc)

## OUTILS

### Une nouvelle collection du programme most

Le programme most de l'UNESCO lancera, d'ici la fin de l'année 2009, une nouvelle collection d'ouvrages dont l'ambition est de porter à la connaissance d'un large public des rapports et études permettant d'identifier les éléments intervenant dans l'interrelation sciences / politiques, tant du point de vue des pays du Sud que de ceux du Nord, tout en essayant de proposer une vision universelle. Parmi les premiers opus à paraître : un ouvrage consacré aux moments forts du Forum international sur les interfaces entre sciences et politiques et sciences, qui s'était tenu en Amérique latine, en 2006, et un état des lieux des liens recherche / politiques contenant une bibliographie révisée. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Germán Solinis, [g.solinis@unesco.org](mailto:g.solinis@unesco.org),  
tél.: +33 1 45 68 37 75



## COMPTE-RENDU

# Succès du 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales à Bergen

Organisé par le Conseil international des sciences sociales (CISS), l'Université de Bergen, et le Centre d'études sociales Stein Rokkan, avec l'appui de l'UNESCO, le 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales qui s'est tenu, en mai 2009, à Bergen (Norvège), a connu un franc succès.

Venus de près de 80 pays, plus de 800 chercheurs, décideurs politiques, représentants d'organisations internationales et d'ONG, ont participé, du 10 au 12 mai 2009, à Bergen (Norvège), au 1<sup>er</sup> Forum mondial des sciences sociales, organisé par le Conseil international des sciences sociales (CISS), avec le soutien d'une trentaine de partenaires, dont l'UNESCO.

À travers 6 séances plénières et 30 sessions parallèles, les débats ont permis d'échanger sur la pertinence des sciences sociales, dans le contexte de la crise actuelle, chacun tentant de répondre à la question sous laquelle l'ensemble du Forum avait été placé : « Une seule planète – Des mondes séparés ? ».

Ainsi, dès l'ouverture, le Dr Gudmund Hernes, Président du CISS, s'est appuyé sur l'actualité, prenant autant exemple sur la crise que sur des maladies comme le Sida, qui « voyagent sans passeport », pour affirmer sa conviction que le monde est « un » et inviter à agir « de façon conjointe et collective ».

### Un autre monde est possible

Dans cette même perspective, Rajendra K. Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a montré comment le changement climatique, qui concerne le monde entier, peut affecter le quotidien d'un pays particulier, comme ce fut le cas, en 2005, en Inde, où un million de personnes s'est retrouvé sans abri en raison de précipitations exceptionnelles.

Rappelant, lui aussi, le contexte de crise dans lequel se tenait le Forum, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, a appelé à démontrer qu'« un autre monde est possible », attirant l'attention sur « l'importance de protéger tous les droits humains, en particulier pour les plus vulnérables, qui sont victimes de la majorité des violations de ces droits, y compris en période de crise ». ➔

⇒ Participant à l'une des sessions du Forum intitulée « Dire la vérité au pouvoir », Pierre Sané a, par ailleurs, insisté sur « la nécessité, pour le pouvoir, d'être éthique » et mis l'accent sur « l'importance de rechercher un consensus », valorisant, à cet égard, l'utilité des espaces de dialogue recherche/politiques créés, ces dernières années, par l'UNESCO.

Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998, avait, auparavant, souligné l'actualité de la pensée du philosophe français Condorcet (1743-1794), dont « les écrits, qui ont incarné les idéaux du siècle des lumières et du rationalisme », tout comme « la théorie du choix social », sont, selon lui, « d'une grande importance dans un contexte de démocratie et de justice sociale ».

L'essentiel des idées développées lors de ce 1<sup>er</sup> Forum sera publié dans le prochain *Rapport mondial des sciences sociales*, qui devrait être disponible en mai 2010. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Cecilie Golden, [c.golden@unesco.org](mailto:c.golden@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 23



## BERGEN 10/05/09

### La migration, chaînon manquant de la mondialisation

Alors que les migrations internationales constituent l'une des principales préoccupations des décideurs politiques, un atelier coordonné par l'UNESCO a mis en exergue, à Bergen, le rôle déterminant que peuvent jouer les sciences sociales dans les politiques migratoires.

Réunissant une centaine de participants, dont des intervenants venus d'Inde, des États-Unis, des Pays-bas et du Royaume-Uni, cet atelier a démarré sur un constat édifiant, dressé par le Dr Joseph Chamie, du Centre d'études des migrations internationales de New York (États-Unis). Rappelant la croissance rapide de la population mondiale au 20<sup>e</sup> siècle, le vieillissement des populations occidentales, et l'écart démographique qui se creusent entre les régions du monde, qui déterminera les futurs flux migratoires, ce dernier a souligné combien « nous sommes actuellement incapables de dire précisément ce qui se passe au niveau des migrations internationales, faute de données fiables. »

Permettre aux sciences sociales de contribuer pleinement à l'édification de politiques migratoires respectueuses des droits humains est apparu comme un enjeu d'autant plus important que de nouveaux défis se font jour,

tels la prise en compte des questions de genre. Pour le Dr Nicola Piper, du Centre de recherche sur les politiques liées aux migrations de l'Université de Swansea (Royaume-Uni), les migrantes sont, en effet, particulièrement vulnérables face à la crise actuelle, qui menace, non seulement, leurs emplois et leur capacité à envoyer de l'argent vers leurs pays d'origine, mais aussi leur droit à être traitée à égalité avec les hommes. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Paul de Guchteneire, [p.deguchteneire@unesco.org](mailto:p.deguchteneire@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 50

## 11/05/09

### Intégrité de la recherche scientifique

La science est-elle auto-régulée de telle sorte que les conduites inappropriées tendent à être découragées, ou détectées et punies quand, par exception, elles se produisent ? C'est cette question qui était au centre des deux sessions organisées au Forum mondial des sciences sociales, le 11 mai 2009, sur l'« intégrité de la recherche ».

Pour la COMEST, en association avec le Conseil britannique pour la recherche économique et sociale (ESRC) et le Comité sur l'éthique de la publication (COPE), il s'agissait de comprendre pourquoi la science n'est pas toujours intégrée afin de réfléchir aux principes et mécanismes susceptibles de promouvoir l'intégrité.

Car les présentations lors des deux sessions l'ont bien montré : les contrôles qui existent – sur les recrutements, sur les financements, sur les publications – n'empêchent pas des abus parfois spectaculaires. Les plagiaires et / ou les faussaires ne bénéficient d'aucune impunité de principe ; ils peuvent néanmoins l'espérer en pratique. D'où l'importance de faire vivre les principes contenus dans les instruments normatifs existants – telles la Recommandation de 1974 sur les conditions des chercheurs scientifiques et la Déclaration de 1999 sur la science et l'usage des connaissances scientifiques –, de les inscrire dans les formations scientifiques, de repenser les procédures d'évaluation, et enfin d'améliorer l'action concertée pour détecter et sanctionner les infractions. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
John Crowley, [j.crowley@unesco.org](mailto:j.crowley@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 38 28



## 1 question...

« Quels sont les défis de l'Amérique latine auxquels les sciences sociales peuvent contribuer à apporter des réponses, dans le contexte de la crise internationale ? »

Ancien Secrétaire exécutif du Conseil des sciences sociales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CLACSO), le politologue argentin Atilio Borón est le lauréat du Prix UNESCO-José Martí 2009, qui devait lui être remis, le 17 juillet 2009, à La Havane (Cuba).

Actuellement, l'Amérique latine doit faire face à trois défis majeurs qui appellent la mise en œuvre de mesures concrètes. Le premier d'entre eux est directement lié à la crise économique et à la gestion de ses conséquences. En l'occurrence, il convient de s'assurer que les coûts de la crise internationale actuelle ne seront pas à la charge des catégories les plus pauvres et vulnérables de nos sociétés, et qui sont les victimes traditionnelles des politiques d'ajustement mises en œuvre pour faire face aux

## Atilio Borón, Prix José Martí 2009 : « En Amérique latine, 3 défis majeurs appellent des mesures concrètes. »

conséquences des crises économiques. Le second défi consiste à améliorer, de manière substantielle, le fonctionnement de nos régimes démocratiques, en assurant la provision universelle des biens et des services, tels que l'éducation, la santé, le logement, la sécurité sociale, et même les loisirs. Relever ce défi est d'autant plus nécessaire si l'on veut tenir la promesse de la démocratie et éviter que les frustrations, liées aux attentes que cette promesse génère, ne favorisent, en Amérique latine, l'instauration de régimes autoritaires.

Enfin, le troisième défi est de poser des limites strictes aux processus de marchandisation de l'environnement à l'origine des dégâts écologiques qui affectent aujourd'hui l'Amérique latine. L'extraction minière à ciel ouvert, la destruction des ressources naturelles, l'usage irrationnel de l'eau, la contamination des rivières et des nappes souterraines, ou encore le développement croissant des monocultures afin de produire des agro-combustibles, sont autant de facteurs qui, s'ils ne sont pas neutralisés, pourraient produire un véritable « holocauste écologique ». Il est d'autant plus urgent d'agir dans ce domaine

que la moitié de la biodiversité et de l'eau potable de la planète se trouve concentrée dans cette région du monde.

Il est nécessaire que non seulement tous les gouvernements d'Amérique latine, mais également tous les gouvernements des pays industrialisés, s'engagent sur ces trois fronts de manière concrète. » ¶

Propos recueillis par Coraline Bardinat



# Boutros Boutros-Ghali : « La démocratie, c'est le partage du pouvoir. »

Vice-président du Forum permanent de dialogue arabo-africain, créé à l'initiative de l'UNESCO, l'ancien Secrétaire général de l'ONU était à Paris, au mois de mars 2009, pour participer à la 1<sup>re</sup> réunion du Comité d'orientation de ce Forum. À cette occasion, Boutros Boutros-Ghali a répondu aux questions de *SHSregards* et insiste, dans cet entretien, sur « l'importance de démocratiser la mondialisation » et de renforcer « la solidarité Sud-Sud ».

**Vous présidez le Panel international sur la démocratie et le développement mis en place par l'UNESCO, en 1998. Quels enseignements tirez-vous de cette expérience ? Vous permet-elle d'affirmer qu'il y a un ou des modèles de démocratie ?**

La démocratie et le développement entretiennent un lien indissociable. Ils ne peuvent par conséquent être séparés. Le problème est de savoir s'il faut commencer par le développement pour réaliser la démocratie ou au contraire par la démocratie pour réaliser le développement, ou alors aborder tout simplement les deux concepts en même temps.

Ma réponse est pragmatique. Dans certains pays on a d'abord besoin du développement pour réaliser la démocratie, car un tel objectif ne peut être atteint quand vous avez, par exemple, 80% de gens qui meurent de faim et sont illettrés. Dans d'autres pays corrompus, autoritaires, où l'aide au développement est parfois conditionnée au changement de régime, je dirai que la démocratisation est un premier pas, mais il n'y a pas de règle générale. Chaque situation a sa spécificité. Ma seule conviction est qu'une fois réalisé, le couple développement et démocratie devient indissociable.

**Vous venez d'assister à la première réunion du Comité d'orientation du Forum permanent de dialogue arabo-africain sur la démocratie et les droits de l'Homme, organisée à l'UNESCO en mars 2009. Pourquoi un tel Forum ?**

Ce cadre est important parce qu'il y a une imbrication entre les pays arabes et les pays africains. La moitié des pays arabes sont en effet des pays africains.

ENTRETIEN



© A. Meyss

**« Il y a différentes formes de démocratie, différentes façons de faire participer les populations à la solution des problèmes auxquelles elles sont confrontées. »**

Ensuite, les pays arabes comme les pays africains ont subi le même colonialisme anglais et français. Tout ceci favorise une interpénétration entre ces pays qui, au regard d'un passé colonial commun, vont réagir de la même façon face aux problèmes des droits de l'Homme et de la démocratie. Un dernier argument, qui me vient à l'esprit, repose sur le fait que l'on s'est toujours intéressé aux rapports entre le Nord et le Sud, entre l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie, et que l'on ne s'est pas suffisamment intéressé aux rapports Sud-Sud.

**Les droits humains et la démocratie véhiculent-ils des valeurs auxquelles le monde arabo-africain doit se conformer ?**

La démocratie, c'est surtout le pluralisme, différents points de vue, différentes opinions. Toutefois, la réalité va varier suivant les pays. Dans un pays divisé, par exemple, entre vingt tribus, ces dernières devront toutes être représentées dans les instances de décision. Ce sera la même chose pour un pays divisé entre 15 religions différentes. Il est en effet important que toutes les communautés représentatives participent au pouvoir.

Je veux dire par là qu'il y a différentes formes de démocratie, différentes façons de faire participer les populations à la solution des problèmes auxquelles ➔

**« Un des obstacles à la démocratisation, à la protection des droits de l'Homme, c'est la grande misère des pays du Tiers-Monde. »**



### **Boutros Boutros-Ghali :**

Né le 14 novembre 1922, au Caire (Égypte), dans une famille de chrétiens coptes, M. Boutros-Ghali fut Secrétaire général de l'ONU de 1992 à 1996 et Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie de 1997 à 2002. Actuel Président du Conseil national des droits de l'Homme d'Égypte, il préside également le Panel international sur la démocratie et le développement, créé par l'UNESCO en 1998, et est aussi membre du Comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine. Docteur en droit international, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (France), il a enseigné le droit international au Caire et est l'auteur de plus d'une centaine de publications et de nombreux articles sur les affaires régionales et internationales, le droit et la diplomatie, ou encore les sciences politiques.

⇒ elles sont confrontées. Ce qui est important, c'est que le pouvoir ne soit pas entre les mains d'une seule personne, d'une seule tribu. La démocratie, c'est le partage du pouvoir, c'est le contrôle du pouvoir par différentes organisations.

**Que répondriez-vous à un jeune arabe ou africain qui vous rétorquerait ne pas évoluer dans la tribu, le village, mais dans le monde, et, par conséquent, que sa vie se déroule dans les tribulations de la ville moderne ?**

Je n'ai pas dit que c'est uniquement à travers la tribu que la démocratie doit se présenter dans la région arabo-africaine, mais qu'à côté de la représentation européenne vous pouvez avoir une autre chambre qui représente les tribus. L'un n'empêche pas l'autre. Vous devriez donc faire participer ce jeune africain ou ce jeune arabe, mais aussi le clan auquel il appartient...

**Le développement de la communication et la mondialisation des échanges ont-ils une influence sur l'exercice des droits humains dans la région arabo-africaine ?**

La mondialisation va avoir une conséquence sur la démocratie nationale dans la mesure où certains problèmes, comme celui de l'environnement et les crises économiques actuelles, ne pourront plus être résolus à l'échelle nationale mais internationale. La démocratie nationale, comme la souveraineté nationale, vont perdre de leur importance au profit d'un pouvoir œcuménique, global, d'où l'importance de démocratiser la mondialisation.

**Quel regard portez-vous sur les crispations identitaires qui semblent se poser comme une réponse à une mondialisation à outrance ?**

On assiste, en effet, face à la mondialisation, à des replis identitaires, religieux, ethniques, tribaux, ou même à l'échelle d'un village. Le problème, c'est d'établir une bonne dialectique entre le clocher (repli identitaire dans le monde occidental) et le satellite (mondialisation), ou entre le satellite et le minaret (repli identitaire dans le monde musulman). Vu comment les choses se déroulent, c'est le satellite, la mondialisation, qui prendra le dessus sur les replis identitaires. Ceci étant dit, il faut protéger les identités. En ce sens la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée en octobre 2005, par la Conférence générale de l'UNESCO, est une façon de protéger le clocher, le minaret ou encore le temple hindou... L'essentiel est de trouver des solutions pacifiques à ces problèmes.

**Quelle pertinence y a-t-il à parler de droits humains et de démocratie quand on sait que le véritable défi que doit relever le monde arabo-africain est celui de la fracture économique et sociale ?**

Un des obstacles à la démocratisation, à la protection des droits de l'Homme, c'est la grande misère des pays du Tiers-Monde. Quelqu'un qui ne sait ni lire, ni écrire

ne s'intéresse pas à la liberté de la presse. Quelqu'un qui n'a jamais quitté son village n'a que faire d'un passeport pour pouvoir voyager.

Cela étant dit, il y a un commun dénominateur aux droits de l'homme, dans la mesure où tous les êtres humains sont semblables : tous ont eu des parents et vont mourir un jour. Prenons un paysan du Sud : bien qu'il n'ait aucun rapport avec un milliardaire de Californie, du fait qu'ils sont tous les deux des hommes, ils ont les mêmes droits parce qu'ils sont semblables. Malgré sa richesse, le milliardaire de Californie va mourir un jour et le paysan du Sud aussi. La condition humaine est la même. Le langage de l'humanité, c'est les droits de l'Homme. Vous ne permettez pas qu'on s'occupe d'aider les pays pauvres, si vous ne défendez pas les principes selon lesquels les droits de l'Homme sont des droits universels.

**Qu'attendez-vous du Forum arabo-africain qui se tiendra en décembre prochain, au Caire ?**

Nous cherchons à renforcer la solidarité Sud-Sud, à trouver des solutions à nos problèmes Sud-Sud. À cause d'un certain européocentrisme, nous avons tendance à regarder beaucoup plus du côté du Nord. Il faut renverser cette situation. Si notre conférence arrive à renforcer les rapports Sud-Sud, ce sera un pas extrêmement important. Nous sommes confrontés à des problèmes liés à la démocratie, aux droits de l'Homme, aux migrations. Tout le monde parle des mouvements migratoires entre les pays arabo-africains et l'Europe par exemple, mais il y a peu d'écrits sur la migration entre l'Afrique noire et le monde arabe, entre pays arabes ou encore entre pays africains. Ces problèmes ont été peu abordés.

**Que faut-il faire alors ?**

Même, s'il ne faut pas sous-estimer l'émigration vers les pays du Nord, qui est énorme et qui va augmenter à cause du vieillissement de leurs populations, il faut reconnaître l'importance des migrations Sud-Sud. Et il y a peu d'études dans ce domaine.

Savez-vous, par exemple, qu'il existe une émigration importante vers l'Afrique du Sud ? Savez-vous qu'il y a aussi une immigration de transit avec des gens qui s'arrêtent en Libye, attendant de pouvoir poursuivre leurs chemins, en direction des pays du Nord ? Savez-vous que la main d'œuvre égyptienne en Libye et dans les pays du Golfe apporte à l'Égypte un revenu égal à celui du Canal de Suez, soit environ 2 milliards de dollars américains ?

Il faut intéresser les gouvernements du Sud à prendre des mesures pour protéger les migrants, les inviter à mettre en place des règles respectueuses de la démocratie et des droits humains. Les problèmes entre les pays du Sud nécessitent plus d'intérêt.

Propos recueillis par Nfaly « Vieux » Savané

Abdou Diouf, Pierre Sané et Koïchiro Matsuura, lors de la 1<sup>re</sup> réunion du Comité d'orientation du Forum arabo-africain, en mars 2009, à Paris.



© Michel Ravassard/UNESCO

## DÉMOCRATIE ET DROITS HUMAINS

# Les migrations au cœur d'un Forum de dialogue arabo-africain

La 1<sup>re</sup> réunion du Forum permanent de dialogue arabo-africain sur la démocratie et les droits humains se tiendra du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2009, au Caire (Égypte) avec pour principal objectif d'examiner l'impact des flux migratoires dans ces deux régions.

Souvent ignorées par les chercheurs et acteurs politiques, plus intéressés à étudier et à légiférer sur les migrations vers l'Europe et l'Amérique du nord, les migrations entre pays africains et arabes seront au cœur du Forum permanent de dialogue arabo-africain sur la démocratie et les droits humains, qui se tiendra, fin 2009, au Caire (Égypte).

En retenant ce thème, à l'issue de la 1<sup>re</sup> rencontre du Comité d'orientation du Forum qui a eu lieu, en mars dernier, au Siège de l'UNESCO, à Paris, ce dernier veut encourager les gouvernements de ces deux régions à formuler des politiques plus conformes aux flux migratoires qui s'opèrent de l'Afrique subsaharienne vers le Maghreb et la Communauté de développement de l'Afrique australe, et dont l'ampleur est bien plus importante que ceux en direction de l'Europe.

Participant à cette rencontre, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les Sciences sociales et humaines, a d'ores et déjà invité le Forum à « proposer de nouvelles manières d'échanger sur l'avenir de deux régions, intrinsèquement liées, mais dont les pays peuvent avoir des frontières parfois étanches ». Après avoir fait

remarquer que les avancées démocratiques en Afrique et dans les États arabes demandent à être constamment consolidées, pour y « garantir la paix sociale et le progrès économique », il a également souligné la nécessité de « libérer les énergies créatrices qui ne peuvent s'épanouir que dans un environnement libéré de la terreur et de la misère ».

Plusieurs éminentes personnalités ont participé à l'ouverture de cette réunion : Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie et Président d'honneur de ce Forum arabo-africain à titre *intuitu personae* ; Boutros Boutros-Ghali, Président du Conseil national des droits de l'Homme d'Égypte et Vice-président du Forum (lire p.16-17) ; le Directeur général de l'UNESCO ; Sylvie Fadlallah, Ambassadrice du Liban auprès de l'UNESCO et Présidente du Groupe arabe de l'UNESCO ; et Andrew Mulenga, Ambassadeur de la Zambie auprès de l'UNESCO et représentant du Président du groupe Afrique à l'UNESCO.

Des représentants de l'Organisation internationale de la Francophonie, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, de la Ligue des États arabes, de l'Union africaine, des Parlements panafricain et arabe, ainsi que plusieurs commissions nationales des droits de l'Homme de pays d'Afrique et de la région arabe ont tous témoigné du vif intérêt suscité par la création d'un Forum dans lequel tous les acteurs concernés pourront librement échanger sur les questions liées à la démocratie et aux droits humains dans ces régions du monde. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
La Section Sécurité humaine, démocratie et philosophie de l'UNESCO,  
[philosophy&human-sciences@unesco.org](mailto:philosophy&human-sciences@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 52

**3%**

**C'est ce que  
représentaient  
les migrants  
dans la population  
mondiale en 2005.**  
(ONU)

## DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

# Droits humains et justice sociale : débat à l'UNESCO

La Délégation permanente du Venezuela auprès de l'UNESCO a organisé, le 30 juin 2009, au Siège de l'Organisation, à Paris (France), une table-ronde intitulée « Droits de l'Homme et Justice sociale ».

Convoquée par Rebeca Sánchez Bello, Déléguée permanente du Venezuela auprès de l'UNESCO et Présidente du G77 et la Chine, cette rencontre a été ouverte par Sergueï Lazarev, Chef de la Section de l'UNESCO chargée de la lutte contre les discriminations et le racisme.

Parmi les nombreuses personnalités venues analyser les défis pour atteindre la paix et la justice sociale, Ignacio Ramonet a salué des mécanismes comme l'Alternative Bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA), qui ont contribué à l'intégration politique de la région, au bénéfice des secteurs les plus populaires.

L'Ambassadeur Nassif Hitti, Directeur du Bureau de la Ligue arabe en France, a, pour sa part, critiqué les « ingérences extérieures » qui

ont pu contribuer à « l'effritement des démocraties » et souligné l'importance de l'éducation pour favoriser le développement des pays les plus vulnérables.

Bikas Sanyal, Vice-président de l'Institut de l'UNESCO pour le renforcement de capacités en Afrique, a, de son côté, dénoncé « la déréglementation du monde », qui a augmenté « l'exploitation sociale, la privatisation des services publics et la consommation excessive, en provoquant des dommages à l'humanité et à la planète ».

Enfin, Moufida Goucha, Chef de la Section sécurité humaine, démocratie et philosophie de l'UNESCO, a souligné l'importance de la philosophie et des droits humains, insistant sur le fait que « l'analyse éthique est la clé pour ouvrir la conscience de l'homme ».

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Irina Zoubenko-Laplante, [i.zoubenko-laplante@unesco.org](mailto:i.zoubenko-laplante@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 22

## ÉGALITÉ DES GENRES

# La Tunisie accueille un atelier sur les femmes et la justice

Comment promouvoir l'égalité des genres dans le système judiciaire ? Telle était la question centrale d'un atelier sur le thème « Femmes, droit de la famille et système judiciaire en Algérie, au Maroc et en Tunisie », organisé, les 13 et 14 mai 2009, à Tunis (Tunisie), en collaboration avec la Commission tunisienne pour l'Éducation, la Science et la Culture.

Réunissant des magistrats, des avocats, des représentants des ministères de la Justice, de Chaires UNESCO et de diverses associations d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, cet atelier fut l'occasion de discuter les résultats de trois études menées dans la sous-région, qui seront publiées en arabe et français.

Boutheina Cheriet, professeur à l'Université d'Alger, Fouzia Rhissassi et Khalid Berjaoui, co-titulaires de la Chaire UNESCO marocaine « Les femmes et leurs droits », ainsi que Monia Ammar, magistrate tunisienne, chargée de

mission au ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et Présidente de la Commission des experts arabes en droits humains au sein de la Ligue arabe des droits de l'Homme, ont dressé un état des lieux de la situation et ont mis en avant les problématiques existantes, afin de sensibiliser les décideurs politiques aux obstacles juridiques, ainsi qu'aux actions proposées pour les surmonter.

Les débats, qui ont suivi, ont établi la nécessité de repenser certaines dispositions des codes de la famille existants et d'encourager la présence des femmes au sein du système judiciaire. Pour y contribuer, la constitution d'un réseau de recherche-action, regroupant des intervenants institutionnels et non institutionnels a été proposé.

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Souria Saad-Zoy, [s.saad-zoy@unesco.org](mailto:s.saad-zoy@unesco.org),  
tél. : + 212 537 67 03 72/74

## APPEL À CANDIDATURES



### Édition 2009 du Prix UNESCO- Mandajeet Singh

Le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO lance un appel à candidatures pour l'édition 2009 du Prix UNESCO-Mandajeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence, dont la date limite est fixée au 15 août 2009 à minuit. Établi grâce à la générosité de Mandajeet Singh, artiste, écrivain et diplomate indien, Ambassadeur de bonne volonté auprès de l'UNESCO, ce prix, doté de 100.000 dollars des États-Unis, rend hommage à son dévouement incessant pour la paix et la tolérance.

Créé en 1995 pour marquer l'Année des Nations Unies pour la tolérance et le 125<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Mahatma Gandhi, ce prix récompense, tous les deux ans, des activités significatives dans le domaine scientifique, artistique, culturel ou de la communication, visant la promotion d'un esprit de tolérance et de non-violence. Les États membres ou les membres associés de l'UNESCO, ainsi que les organisations internationales non gouvernementales et les fondations qui entretiennent des relations officielles avec l'UNESCO, et dont les activités s'inscrivent dans le domaine du prix, peuvent proposer des candidatures.

Le nom du lauréat sera connu en octobre 2009 et le prix lui sera remis à l'occasion d'une cérémonie qui se déroulera au Siège de l'UNESCO, à Paris (France), le 16 novembre, Journée mondiale de la tolérance.

Le règlement et les formulaires de candidatures sont disponibles sur le site web du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO à l'adresse suivante :  
[www.unesco.org/shs](http://www.unesco.org/shs)

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Vladimir Volodine, [v.volodine@unesco.org](mailto:v.volodine@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 22





Un marché d'Istanbul.

© Feuille/Flickr

## RÉSEAUX DE RECHERCHE

# Philosophie et droits humains : une nouvelle Chaire UNESCO établie en Turquie

Le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, et le Recteur de l'Université Maltepe d'Istanbul (Turquie), le Pr. Kemal Köymen, ont signé un accord établissant une Chaire UNESCO en philosophie et droits humains à l'Université Maltepe.

À l'occasion de la cérémonie de signature, qui s'est déroulée, le 13 mai 2009, au Siège de l'UNESCO, à Paris, en présence du Pr. Ioanna Kuçuradi, responsable de la nouvelle Chaire, le Directeur général de l'UNESCO n'a pas manqué de féliciter la Turquie pour son soutien constant aux objectifs et aux programmes de l'UNESCO qui visent à promouvoir la réflexion et le dialogue philosophiques à travers le monde.

Koïchiro Matsuura a, notamment, rappelé que la Turquie a organisé avec succès la Journée mondiale de la philosophie en 2007, à Istanbul, et que l'Université Maltepe a contribué de manière considérable à la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, en 2008.

« La mise en place de cette Chaire, aujourd'hui, symbolise une autre étape importante dans la contribution à la réalisation des objectifs et des idéaux universels de la Déclaration » a-t-il souligné, insistant sur le rôle essentiel que peut jouer la philosophie pour répondre aux défis globaux et favoriser un dialogue sur les problèmes sociaux émergents. Selon le Directeur général de l'UNESCO, « à travers le

dialogue philosophique, l'enseignement de la philosophie et la promotion de la réflexion et de la recherche philosophiques, nous renforçons la contribution des sciences sociales et humaines à la promotion d'une culture de paix et de dialogue. »

### Liberté d'expression et respect de la diversité

Pour le Recteur de l'Université Maltepe, il ne fait aucun doute que l'établissement d'une telle Chaire pourrait améliorer la coopération avec d'autres universités, à l'échelle nationale et internationale, en faveur de la promotion de la recherche dans les domaines des droits de l'Homme et de la philosophie.

Une opinion partagée par le Professeur Kuçuradi, qui, pour sa part, insiste sur l'urgence de promouvoir l'enseignement des droits humains en mettant l'accent sur les grandes questions contemporaines, telles que la liberté d'expression et le respect de la diversité culturelle.

Cette nouvelle Chaire porte à quatre le nombre de Chaires UNESCO établies en Turquie, et est la seconde Chaire UNESCO, dans ce pays, à traiter de philosophie et de droits humains, avec celle mise en place à l'Université Hacettepe, en 1997. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
La Section Sécurité humaine, démocratie et philosophie de l'UNESCO,  
[philosophy&human-sciences@unesco.org](mailto:philosophy&human-sciences@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 45 52

## Un Forum pour favoriser le dialogue entre l'Asie et la région arabe

Un Forum sur « La philosophie et la crise des civilisations » s'est tenu, dans la capitale thaïlandaise, du 28 au 30 mai 2009, dans le cadre du Dialogue philosophique entre l'Asie et les États arabes ouvert par l'UNESCO en 2004. Co-organisé par l'Unité régionale des sciences sociales et humaines du bureau de l'UNESCO à Bangkok (Thaïlande) et le bureau de l'UNESCO à Rabat (Maroc), ce Forum a confirmé l'intérêt suscité par cet échange interrégional, qui vise à favoriser une meilleure compréhension entre les diverses traditions philosophiques et à encourager les partenariats intellectuels dans l'exploration des défis posés à la recherche et aux études philosophiques.

S'inscrivant dans le prolongement des rencontres qui se sont tenues à Paris (France), Rabat (Maroc), Séoul (République de Corée) et Hiroshima (Japon), le Forum de Bangkok a ainsi réuni quelque 60 participants originaires de 27 pays : Algérie, Allemagne, Arabie Saoudite, Australie, Bangladesh, Cambodge, Canada, Chine, États-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Malaisie, Mongolie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, Laos, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Tunisie.

Répartis en cinq groupes de travail, les participants ont notamment échangé sur les défis posés par la mondialisation à la philosophie, face aux technologies modernes. Ils se sont également intéressés aux résultats des rencontres de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie récemment organisées aux Philippines et en Tunisie. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Darryl Macer, [d.macer@unesco.org](mailto:d.macer@unesco.org),  
tél. : +66 2391 0577, ext. 147



© Stock in Customs/Flickr

LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

# Programme de soutien aux minorités : des boursiers à l'école de l'UNESCO

Des représentants de groupes minoritaires bénéficiaires d'un programme de bourses lancé, en 2005, par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) ont été accueillis au Siège de l'UNESCO, à Paris (France), du 25 au 29 mai 2009.

D'une durée de six mois, ce programme cherche à accroître les capacités des minorités linguistiques, religieuses, et ethniques, en renforçant leurs connaissances dans le domaine des droits humains et en leur fournissant une expérience pratique au sein de l'ONU et de ses agences spécialisées. Il vise aussi à leur permettre d'aider leurs communautés et leurs organisations à protéger et à promouvoir leurs droits respectifs.

Associé à cette visite par le Secteur de la culture, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (SHS) s'est pleinement investi dans cette expérience pilote, ses domaines de compétences recoupant les zones d'intérêt des boursiers. Plusieurs sessions ont ainsi été organisées pour permettre aux boursiers, originaires de différentes régions, d'échanger avec des spécialistes sur la protection des droits humains, la lutte contre le racisme et les discriminations, les migrations, la démocratie, la philosophie ou l'égalité des genres. S'ils ont enrichi leurs connaissances sur toutes ces thématiques, les boursiers ont saisi cette occasion pour exprimer leurs points de vue sur le travail entrepris par l'UNESCO et faire des suggestions pour améliorer ces programmes, en tenant compte des défis et des opportunités auxquels leurs communautés font face, ainsi que de leurs propres expériences et vécus sur le terrain.¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Kornelia Guse, [k.guse@unesco.org](mailto:k.guse@unesco.org), tél. : +33 1 45 68 44 62

## SABIR (Pakistan)

« Je fais partie de la minorité catholique du Pakistan qui souffre d'une discrimination économique, politique et sociale. C'est l'intérêt que je porte au développement de ma communauté qui m'a amené à participer à ce programme. Je veux approfondir ma connaissance du système des Nations Unies, apprendre à mieux cerner les questions sur les droits humains, les droits des minorités. J'attends de ce programme qu'il m'aide à développer mes capacités et à les mettre au service de ma communauté. »

## OKTAM (Kirgistan)

« La minorité Ouzbek, dont je fais partie, est confrontée à des problèmes de discrimination dans les domaines de l'éducation, de la langue, ainsi qu'à une exclusion de la vie politique. Nous voulons découvrir les bonnes pratiques qui ont cours dans les autres pays, particulièrement en matière de participation des minorités à la vie politique, mais également en matière d'intégration des minorités à tous les pans de la vie nationale et nous en inspirer. »

« Nous sommes confrontés à différents types de problèmes liés à la sauvegarde de notre patrimoine culturel, à la transmission des connaissances dans le domaine de l'éducation et de la communication. Il est très important de préserver les communautés indigènes, de préserver notre identité, de défendre notre langue, notre culture. À mon retour aux Philippines, je vais intégrer ce que j'ai appris dans ma communauté : la formation sur l'Éducation pour tous, le travail de l'UNESCO sur la protection de la culture, sur l'importance de la communication. »

## DATU (Philippines)

« L'UNESCO peut améliorer les problèmes linguistiques et culturels auxquels nous faisons face en les protégeant et en les sauvegardant. C'est important parce que ça fait partie de notre identité en tant que peuple indigène d'Indonésie. Sans notre langue et notre culture nous nous sentirions comme des étrangers sur notre propre sol. »

## RONALDO (Indonésie)

# Asie-Pacifique : des outils contre les discriminations



Poursuivant ses efforts pour renforcer son réseau, le Coalition des municipalités d'Asie-Pacifique contre les discriminations est en train de franchir une nouvelle étape : des instruments d'évaluation des meilleures politiques et pratiques développées dans les villes de la région pour lutter contre les pratiques discriminatoires seront présentés, lors d'une réunion, qui se tiendra, en octobre 2009, à Bandung (Indonésie).

Prolongeant les efforts déployés, en 2008, pour encourager les maires, les gouverneurs et les gouvernements locaux, à mettre en application le Plan d'action en 10 points élaboré par les premières municipalités ayant rejoint son réseau, la Coalition des villes d'Asie et du Pacifique contre les discriminations est entrée, en 2009, dans une nouvelle phase de travail. L'objectif : identifier les meilleures politiques et pratiques mises en œuvre au niveau local pour lutter contre les discriminations.

## Bonnes pratiques

Un atelier a ainsi été organisé, en juin dernier, aux Philippines, qui a permis d'identifier les bonnes pratiques susceptibles de renforcer et de soutenir les groupes de la population les plus vulnérables, en particulier les séropositifs ou malades du Sida, ainsi que les personnes handicapées. En septembre prochain, une seconde rencontre sur ce même thème se tiendra, en Inde, en coopération avec la « All India Association of Local Governments » et le bureau de l'UNESCO à New Delhi.

Surtout, des instruments d'évaluation des meilleures politiques et des meilleures pratiques devraient être présentés, dès le mois d'octobre 2009, à l'occasion d'une conférence de cette Coalition régionale, qui se tiendra à Bandung (Indonésie), sur le thème « Les villes face à la crise mondiale ».

Afin de parvenir à l'édification de ces instruments, une série de « Dialogues » et d'ateliers a été organisée par le bureau de l'UNESCO à Bangkok, en coopération avec le Président de la

Ligue des municipalités de Thaïlande, avec pour principaux objectifs de :

- sensibiliser les administrateurs municipaux sur l'intégration sociale et les politiques permettant de combattre les discriminations contre les groupes vulnérables ou les minorités ethniques ;
- continuer d'encourager les maires à mettre en application le Plan d'action en 10 points de la Coalition des villes contre les discriminations d'Asie-Pacifique, et partager leurs bonnes pratiques ;
- introduire des bonnes pratiques, notamment en matière de respect de la diversité culturelle, grâce à des ateliers et des visites de terrain à destination des administrateurs municipaux ;
- repérer les tendances en matière de discrimination et mesurer l'impact des politiques municipales conduites dans les différentes parties de la Thaïlande ;
- rassembler les municipalités autour du combat contre les discriminations et l'exclusion au niveau local, par des actions concrètes.

Officiellement créée en 2006, à Bangkok (Thaïlande), sous l'impulsion de l'UNESCO, ce réseau régional compte, à ce jour, plus d'une trentaine de villes, réparties à travers 15 États de la région : l'Australie, le Cambodge, la Chine, Fidji, les Iles Salomon, l'Inde, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan, la République de Corée, la République d'Ouzbékistan, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam.

Déjà forte de plus de 4 000 membres (villes, gouvernements locaux, associations et institutions), la Coalition s'efforce de mobiliser toujours plus de membres, afin de développer son action contre toutes les formes de discriminations.

Elle propose à chaque municipalité disposée à rejoindre son réseau de s'engager sur un Plan d'action en 10 points, qui tient compte de la manière spécifique avec laquelle s'expriment les conduites discriminatoires dans cette région du monde, et qui couvre différents domaines de compétence des autorités locales, tels l'éducation, la culture, le logement ou encore l'emploi. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Sarinya Sophia, [s.sophia@unesco-bkk.org](mailto:s.sophia@unesco-bkk.org),  
tél. : +662 391 0550 ext 144

Site web du bureau de l'UNESCO à Bangkok :  
[www.unescobkk.org/rushsap/](http://www.unescobkk.org/rushsap/)

## Un film soutenu par l'UNESCO au Festival de Cannes

Le 22 mai dernier, il est 19h15, lorsqu'au milieu d'une haie d'appareils photos, les membres de l'équipe du film néerlandais *The Silent Army* montent le tapis rouge du 62<sup>e</sup> Festival international du film de Cannes (France).

Même si tous ont revêtu leurs plus beaux habits, un instant, on est loin, très loin, des strass et des paillettes. En effet, si tous les flashes crépitent lorsque les comédiens montent, une à une, les marches de l'événement culturel le plus médiatisé au monde, une voix rappelle, à l'intention des centaines de journalistes et des badauds qui se pressent sur la croquette, que ce film, présenté en compétition dans la catégorie *Un certain regard*, traite de la situation de milliers de garçons et de filles enrôlés dans des groupes armés à travers le monde, et qu'il est patronné par l'UNESCO.

Soutenu par la Commission pour l'UNESCO des Pays-Bas, où il est sorti sur les écrans en décembre 2008, le long métrage du réalisateur Jean van de Velde aborde, la réalité des « enfants-soldats », dans un pays d'Afrique imaginaire, en décrivant, sans manichéisme, le conditionnement dont sont victimes ces enfants et notamment la peur qui les saisit face à un « chef de guerre », qui se comporte à la fois en gourou et en « père protecteur » pour mieux imposer son emprise sur eux.

Réalisé avec la très active ONG « War Child », et mettant en scène d'anciens « enfants-soldats », *The Silent Army* a été placé, en 2009, sous le patronage du programme de l'UNESCO pour l'Éducation des enfants en détresse, grâce auquel près 350 projets ont déjà été conduits dans 93 pays, depuis 1992, dont un projet portant spécifiquement sur la réinsertion sociale d'anciens « enfants-soldats », au Liberia.

A l'occasion de la prochaine Journée mondiale des droits de l'Homme, le 10 décembre, il devrait faire l'objet de deux projections publiques au Siège de l'UNESCO, à Paris. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Sergueï Lazarev, [s.lazarev@unesco.org](mailto:s.lazarev@unesco.org),  
tél. : +33 1 45 68 38 29

Site web du programme de l'UNESCO pour l'Éducation des enfants en détresse :  
[www.unesco.org/shs/childreninneed](http://www.unesco.org/shs/childreninneed)

# DOSSIER

© Jessie Reeder / Flickr



Dossier réalisé avec:

**Rosa Cusipuma Arteaga**, Commission péruvienne pour l'UNESCO

Édition originale en français:

**Coraline Bardinat**, Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO

Pour plus d'informations, merci de contacter:

**Commission péruvienne de coopération avec l'UNESCO (COMIUNESCO)**

Calle El Comercio Cdra. 2 s/n  
(Espalda del Museo de la Nación)  
Lima  
Pérou

Courriel: [comiunesco@minedu.gob.pe](mailto:comiunesco@minedu.gob.pe)

Tél.: +51 1 223 2284

Site web: [www.comiunesco.org.pe](http://www.comiunesco.org.pe)

A person wearing a traditional Peruvian headdress with a blue and white striped flag is shown in profile. The background is a clear blue sky with some greenery and a yellow banner with a blue and white logo. The text is overlaid on the image.

# Zoom sur le Pérou

Les sciences sociales  
et humaines au sein  
des commissions  
nationales pour l'UNESCO

# Les sciences sociales, un outil pour une société multiculturelle

Après les Philippines, le Canada, le Malawi, Cuba, le Liban et les Pays-Bas, *shsregards* continue son exploration de la manière dont les commissions nationales pour l'UNESCO abordent les sciences sociales et humaines, en se rendant au Pérou, à la découverte d'une commission qui contribue, depuis 62 ans, à la mise en œuvre des programmes de l'Organisation.

# 1955

**c'est l'année où les femmes, qui occupent aujourd'hui 29,2 % des sièges parlementaires, ont obtenu le droit vote au Pérou (PNUD).**

**D**ifficile de résumer en quelques lignes l'histoire millénaire d'un pays où les premiers vestiges de présence humaine datent de 19 000 ans avant notre ère...

Bordé par l'Océan pacifique, le Pérou, pour chacun, c'est d'abord l'Empire des Incas, le Machu Pichu, Cusco, la cité de Caral, le lac Titicaca. C'est un berceau de savoirs, qui fut la principale place forte de l'Espagne en Amérique latine, toutes les richesses conquises transitant par Lima, avant d'arriver à Séville. Aujourd'hui, Lima abrite le siège de la Communauté andine des Nations (CAN), dont le Pérou est membre, en même temps que de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

Indépendant depuis 1879, il fait partie des premiers pays à avoir rejoint l'UNESCO en novembre 1946. Moins d'un an plus tard, le 20 octobre 1947, il se dote d'une commission nationale pour coordonner les programmes de l'Organisation sur son territoire.

D'abord affiliée au ministère des Affaires étrangères, la Commission péruvienne est aujourd'hui rattachée au ministère de l'Éducation et présidée par son ministre de tutelle. Constituée de 3 organes (une assemblée, un comité exécutif et un secrétariat général), elle s'appuie sur des comités techniques, créés par son comité exécutif, qui sont, chacun, en charge d'un des domaines de compétence de l'UNESCO. Composés de représentants du gouvernement, de la société civile et d'organisations publiques ou privées, ces comités techniques analysent les programmes de l'UNESCO, soumettent des propositions d'action, et mettent en œuvre les activités retenues par le comité exécutif. Pour la Commission, ils représentent « un lien vital entre la société civile et l'UNESCO ».

Cette dernière s'efforce, en effet, d'intégrer les différents acteurs de la société, à toutes ses activités, afin d'apporter les réponses les plus en phase avec les enjeux nationaux, dont le premier demeure le développement culturel, économique et social. Parce que, comme l'affirme sa Secrétaire générale, « Il y a de nombreux défis pour lesquels les sciences sociales et humaines peuvent contribuer à apporter des réponses »

(lire ci-contre), dans ce domaine, la Commission péruvienne soutient de nombreux projets visant à réduire la pauvreté, qui frappe quasiment la moitié de la population, ou à répondre aux besoins de la jeunesse qu'elle informe, via son site web, sur les grands rendez-vous et programmes de l'UNESCO qui les concernent. Elle encourage également de nombreuses activités visant à renforcer le rôle des femmes, considérées, ici, comme de véritables « acteurs du changement ».

Parmi ses autres priorités, en matière de sciences sociales et humaines, la formulation de politiques adaptées aux sociétés multiculturelles n'est pas des moindres. Le Pérou, qui partage ses frontières avec 5 États, est en effet d'une richesse culturelle et ethnique infinie. En témoignent les 43 langues différentes parlées à travers le pays. Métissée, et de plus en plus citadine (plus de 70 % de la population vit en zone urbaine), la société péruvienne ne cesse, par ailleurs, d'évoluer.

## Anticiper les conséquences du changement

Analyser et gérer ces transformations complexes devient dès lors un important défi, auquel la Commission cherche également à répondre en créant son premier Comité de liaison du programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST).

« Nous considérons qu'il est important que nos gouvernements s'appuient sur des outils appropriés qui nous permettent de nous adapter, pendant que nos sociétés nationales s'insèrent dans l'inévitable mondialisation, au nouvel environnement dans lequel nous devons, non seulement vivre, mais, surtout, dans lequel vivrons les prochaines générations », déclarait le représentant du Pérou, lors de la 34<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO, en 2007.

Anticiper les conséquences du changement climatique et permettre à tous de bénéficier des progrès scientifiques et techniques est aussi un enjeu de taille pour ce pays situé sur une faille sismique, qui est régulièrement frappé par les tremblements de terre et les intempéries, et qui compte parmi les 17 pays au monde caractérisés par une « mégabiodiversité ».

Ayant assuré la Vice-présidence du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB), durant plusieurs années, le Pérou se veut aussi très actif dans le domaine de l'éthique des sciences et des technologies. ¶

Coraline Bardinat

© Jessie Reeder / Flickr



# Promouvoir le rôle des femmes dans la gestion de l'eau

En 2005, selon l'Institut péruvien des statistiques, 62,7% des 11,4 millions de Péruviens en situation de pauvreté en zone rurale étaient des femmes. Afin de subvenir aux besoins nutritionnels de leurs familles, ces femmes se sont organisées en clubs et ont créé des cantines communautaires, ou « Comedores populares », au nombre de 15 000 aujourd'hui.

Dans ce contexte, la Commission, consciente de l'enjeu de la gestion et de l'assainissement de l'eau dans le pays, a initié, en novembre 2008, un projet de formation sur ce thème pour les femmes vivant dans des zones marginalisées, en coordination avec l'Association nationale des clubs de femmes (« Clubs de Madres »), qui bénéficie d'un important réseau à travers tout le pays.

Mené avec le soutien du programme de participation de l'UNESCO, ce projet vise à développer du matériel éducatif pour les femmes vivant dans des zones marginalisées,

promouvoir des processus participatifs de gestion de l'eau, explorer les possibilités d'en générer des revenus, mais surtout renforcer le rôle joué par les organisations locales, notamment les « Clubs de Madres ».

Afin de finaliser le contenu du projet, la Commission a organisé des réunions avec les représentantes de ces organisations locales, mais aussi l'Institut national de défense civile (INDECI), le Ministère péruvien de l'Environnement et l'entreprise nationale de distribution de l'eau et d'assainissement (SENAPA).

Le matériel et les programmes de formation développés portent sur des questions concrètes du quotidien telles que l'assainissement et le stockage sécurisés de l'eau en habitation individuelle, l'hygiène, ou en encore la prévention des risques sanitaires.

Dans les prochains mois, pas moins de 200 femmes dirigeant des organisations

rurales ou périurbaines de 4 zones de Lima et de la province de Callao devraient bénéficier de ces formations. De plus, 50 centres d'information communautaire, chargés de diffuser le matériel pédagogique sur la gestion de l'eau, seront créés au sein de 50 antennes locales des « Clubs de Madres » et des « Comedores populares ».

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Rosa Cusipuma Arteaga, [rcusipuma@minedu.gob.pe](mailto:rcusipuma@minedu.gob.pe),  
tél.: +511 223 2284

© Pugnitive/Flickr



## 31,8%

c'est le pourcentage de la population péruvienne âgée de moins de 15 ans en 2005 (PNUD).

## 3 questions à ... María Isabel Miyan de Chiabra

Économiste de formation, María Isabel Miyan de Chiabra a notamment travaillé au Parlement et au Ministère de la Promotion féminine et du Développement social du Pérou avant d'assumer la fonction de Secrétaire générale de la Commission péruvienne de coopération avec l'UNESCO.

**Comment articulez-vous le travail que vous menez en sciences sociales et humaines avec celui des autres programmes de la Commission péruvienne ?**

Nous accordons une grande importance aux sciences dans leur ensemble, tant aux naturelles qu'aux sciences sociales et humaines. Le Pérou a d'ailleurs participé de manière active aux discussions qui ont eu lieu, entre 2005 et 2007, sur le rapprochement des programmes dédiés à chacune d'elles au sein de l'UNESCO. Il y avait une tendance qui visait à unifier les sciences sociales et naturelles dans une seule et même entité. Notre position

rejoignait celle de la majorité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui considéraient, à ce moment là, que chacun de ces programmes remplissaient son rôle de manière adéquate et qu'il était donc inutile de chercher à fusionner les deux. Les activités de la Commission s'inscrivent dans la continuité de cette position et sont développées en fonction des stratégies à moyen terme de l'UNESCO, ainsi que des priorités et demandes du gouvernement péruvien. Et ce, non seulement dans le domaine des sciences sociales et humaines, mais dans tous les domaines dans lesquels notre Commission est active. ➔

# Promouvoir les sciences sociales grâce aux nouvelles technologies

La Commission péruvienne pour l'UNESCO développe de nombreuses activités afin de promouvoir les sciences, mais aussi d'en faciliter l'accès.

Entre 2006 et 2007, elle ainsi assuré la coordination d'un projet intitulé « Villa Ciencia » pour promouvoir l'enseignement scientifique dans les institutions éducatives du Pérou. Soutenu par le programme de participation de l'UNESCO, il a été mis en oeuvre par l'Université Cayetano Heredia de Lima. Des critères et stratégies d'intervention ont été développés avec des volontaires de cette université sur des thèmes tels que la responsabilité sociale et le transfert de connaissances académiques, ou encore le renforcement des clubs de sciences. Des ateliers et des actions de sensibilisation ont également été menés auprès des enseignants et des élèves d'écoles primaires et du secondaire sur l'importance de constituer des clubs de sciences et de l'apprentissage de la science et des technologies.

Dans la continuité de cet engagement, la Commission coordonne, depuis 2004,

quatre activités visant à consolider le projet « Cholonautas », portail virtuel de la communauté académique en des sciences sociales, mis en place en 2001, par l'Institut d'études péruviennes afin d'encourager l'utilisation d'internet pour échanger des savoirs, promouvoir l'enseignement en sciences sociales et structurer la communauté académique au Pérou.

De mai à novembre 2005, des ateliers de présentation de cet outil ont ainsi été organisés dans 11 universités du pays. Puis, le site « Cholonautas » a été enrichi par la création d'une librairie virtuelle qui permet, grâce à un moteur de recherche thématique, d'accéder à des ouvrages et travaux portant sur 18 thèmes tels que la citoyenneté, la démocratie, le genre, la jeunesse, ou encore la théorie sociale classique.

La Commission péruvienne a également coordonné le lancement d'un module universitaire virtuel sur « La mémoire et la violence » qui regroupe plus de trente textes sur la construction des mémoires. Enfin, entre octobre et décembre 2005, un cours virtuel portant sur le thème « Universités, mémoire

et violence au Pérou » a été dispensé sur le site « Cholonautas ». L'objectif était d'engager une réflexion sur le rôle des universités durant les années de conflit interne (1980-2000), et visait également encourager les discussions sur l'avenir de la communauté universitaire dans le contexte post-guerre. Soixante-seize étudiants issus de différentes universités péruviennes ont suivi cette formation, durant deux mois et demi, et participé au forum de discussion sur internet.

Afin de partager les leçons tirées de cette expérience avec les spécialistes en sciences sociales, un document, intitulé *La communauté virtuelle académique Cholonautas – Les sciences sociales au Pérou : une expérience académique de promotion via internet (2001-2005)*, a été diffusé.

À ce jour, la librairie virtuelle « Cholonautas » est la plus importante librairie universitaire en sciences sociales du Pérou et le site web dans son ensemble est l'un des plus consultés par les étudiants et professeurs péruviens. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Rosa Cusipuma Arteaga, [rcusipuma@minedu.gob.pe](mailto:rcusipuma@minedu.gob.pe),  
tél. : +511 223 2284

Site web du projet « Cholonautas » : [www.cholonautas.edu.pe](http://www.cholonautas.edu.pe)

## ➔ Quels sont les principaux défis du Pérou, auxquels les sciences sociales et humaines peuvent contribuer à apporter une réponse ?

Il y a de nombreux défis pour lesquels les sciences sociales et humaines peuvent contribuer à élaborer des réponses, tels que la lutte contre la pauvreté, l'identification des principaux défis socio-économiques, le développement durable, la lutte contre les discriminations et la xénophobie, ainsi que l'intégration sociale, que nous soutenons fortement compte tenu de la multiculturalité de notre pays. Les sciences sociales peuvent contribuer à établir un dialogue dans un environnement pacifique et tolérant sur les différents aspects de la vie sociale à tous les niveaux. Par exemple, dans le domaine des migrations, elles permettent d'en mesurer la complexité et de dégager des actions à mettre en oeuvre pour trouver une façon appropriée de les gérer en accord avec les droits humains et dans des relations harmonieuses entre le Nord et le Sud.

## Quel type de coopération établissez-vous avec vos partenaires ?

Nous travaillons au renforcement de notre réseau de partenaires. De manière générale, nous jouons un rôle de liaison entre les différentes administrations et institutions nationales, le monde académique, la société civile et le secteur privé, que nous essayons d'inclure dans toutes nos activités. Ainsi, nous venons tout juste d'établir notre premier Comité de liaison pour le programme MOST de l'UNESCO, qui sera présidé par le responsable du Programme national de soutien direct aux plus pauvres du Conseil des ministres, et composé de représentants du Conseil latino-américain des sciences sociales dans notre pays, du Centre de recherche socio-économique de l'Université péruvienne catholique pontificale, du Secrétariat national de la jeunesse, de l'Association nationale des Clubs de femmes, de l'Institut national de développement des peuples indigènes, amazoniens et afro-péruviens, et de diverses organisations et institutions contribuant aux politiques nationales de développement social. ¶

Propos recueillis par Coraline Bardinat



© D.R.

**« Nous venons tout juste d'établir notre premier Comité national de liaison du programme MOST de l'UNESCO. »**

# Lutter contre les discriminations liées au VIH/Sida

En 2007, l'ONUSIDA a estimé à 76 000, le nombre de personnes vivant avec le VIH/Sida au Pérou. Afin de lutter contre les discriminations dont ces dernières sont très souvent victimes, la Commission péruvienne pour l'UNESCO, le Ministère péruvien du Travail et de la Promotion de l'emploi, le Bureau international du travail (BIT), l'ONUSIDA et l'UNESCO, ont organisé, en mai 2008, un concours intitulé « Construire des bases pour répondre au VIH/Sida sur mon lieu de travail ».

Il s'agissait de stimuler le développement d'initiatives pour réduire la stigmatisation et les discriminations associées au VIH/Sida ainsi que son impact épidémique dans le secteur privé, en invitant les employés et les organisations du secteur privé à faire preuve de créativité, d'innovation, et d'engagement individuel et collectif.

Les projets soumis devaient ainsi proposer du matériel de communication, ou de

didactique, présentant l'information sur le VIH/Sida dans une approche basée sur les droits humains, le genre et le respect de l'interculturalité, en utilisant un langage adapté.

Au total, 3 projets, sélectionnés par un jury composé de représentants de chaque partenaire, ont été récompensés par des prix dotés respectivement de 500, 300 et 200 dollars des États-Unis. Le matériel produit dans le cadre de ce concours devait constituer un outil de travail pour les activités de formation et de sensibilisation développées sur ce thème par le BIT, avec l'appui de l'UNESCO et de l'ONUSIDA. Il a également été diffusé au niveau national, ainsi qu'à travers toutes les institutions partenaires. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :  
Rosa Cusipuma Arteaga, [rcusipuma@minedu.gob.pe](mailto:rcusipuma@minedu.gob.pe),  
tél. : +511 223 2284

© Jessie Reeder / Flickr



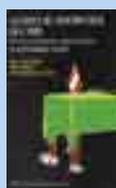
## POUR ALLER PLUS LOIN



### **Drogues illégales et droits humains dans les communautés rurales et indigènes: le cas du Pérou**

Publiée dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO, cette étude explore non seulement les effets de l'industrie illégale des drogues dans les communautés de la région andine que les réponses apportées par ces dernières au développement de cette industrie. ¶

Carolina Navarrete-Frias et Francisco E. Thourni  
40 p., Éditions UNESCO, 2005  
SHS-2005/WS/36 (anglais) ou  
SHS-2005/WS/29 (espagnol)  
Version téléchargeable sur :  
<http://unesdoc.unesco.org>



### **Les bases du gouvernement local au Pérou - Territoire, autonomie et représentation dans les municipalités rurales**

Cet ouvrage rassemble des études portant sur l'organisation territoriale et la représentation politique locale au Pérou, ainsi qu'une série de recommandations visant à contribuer à l'édification d'une démocratie plus inclusive. ¶

Javier Torre Seoane, Romeo Grompone et Rodrigo Barrenechea Carpio  
215 p., Instituto de Estudios Peruanos, (Estudios de la Sociedad Rural, 33), 2008  
W/14.04.02/E/33  
Pour acheter ce livre en espagnol :  
[www.iep.org.pe](http://www.iep.org.pe)



### **Frontières intérieures. Identité, différence et protagonisme des femmes**

Cet ouvrage réunit différentes études de genres conduites, ou promues, dans le cadre du Diplôme de genre de Pontificia Universidad Católica del Perú, et constitue une contribution importante à la compréhension du rôle d'« agents du changement » joué par les femmes péruviennes, ces quinze dernières années. ¶

Maruja Barrig  
380 p., IEP: Lecturas Contemporáneas 8, 2007.  
W/19.02.06/L/8  
Pour acheter ce livre en espagnol :  
[www.iep.org.pe](http://www.iep.org.pe)



### **L'habitat urbain populaire en terre à Cusco, Pérou**

Disponible en français et en espagnol, cette étude réalisée sur la ville de Cusco, présente les enjeux de l'aménagement urbain au Pérou en analysant, notamment, la question de la concentration économique et urbaine ainsi que la distribution des forces de production. ¶

Wilfredo Carazas- Aedo  
48 p., Éditions UNESCO, 2001  
SHS.2000/WS/8  
Version téléchargeable sur :  
<http://unesdoc.unesco.org>



© D.R.



## Jules Patenaude

Coordonnateur en consultation publique à la Ville de Montréal, Jules Patenaude a dirigé les travaux conduisant à l'adoption de la « Charte montréalaise des droits et responsabilités » par le conseil municipal. Depuis l'entrée en vigueur de cette charte, le 1<sup>er</sup> janvier 2006, il assume des responsabilités liées à sa mise en œuvre. M. Patenaude est diplômé de l'Université de Montréal en sociologie et en urbanisme.

# La « Charte montréalaise » : un outil favorisant l'inclusion

Par Jules Patenaude

En vigueur depuis 2006, la « Charte montréalaise des droits et des responsabilités » est une première en Amérique du Nord. Son originalité tient notamment au fait qu'elle a été élaborée à la demande et avec la participation de citoyens.

Adoptée par le conseil municipal à la suite d'une vaste consultation publique, la Charte tire en grande partie sa légitimité de l'appui et de la participation de la société civile à sa création. Elle a été faite par et pour les citoyens, et la ville y est définie comme un territoire et un espace de vie où doivent être promus la dignité et l'intégrité de l'être humain, la tolérance, la paix, l'égalité entre tous, le respect, la justice et l'équité.

La Charte représente l'engagement concret de la Ville de Montréal et de tout son personnel à améliorer, de façon constante, les services offerts à la population, et ce, de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire. Les citoyens reconnaissent en retour leurs responsabilités quant au respect de ces droits et des valeurs civiques sur lesquelles ils reposent.

La Charte lie les citoyens, c'est-à-dire : « toute personne physique vivant sur le territoire de la Ville de Montréal ». Cette définition largement inclusive précise bien que tous les citoyens, qu'ils soient résidents de longue date dans la cité ou nouveaux arrivants, jouissent des droits énoncés dans la « Charte montréalaise ».

Ces droits touchent les grandes sphères d'intervention municipale : la vie démocratique, la vie économique et sociale, la vie culturelle, les loisirs, l'activité physique et le sport, l'environnement et le développement durable, la sécurité et les services municipaux. Certaines dispositions touchent nommément les communautés culturelles, entre autres en ce qui concerne leur représentation

au sein des instances décisionnelles et consultatives de la Ville, l'égalité, le développement, la diversité des pratiques culturelles, et le renouvellement de la fonction publique montréalaise en tenant compte de la diversité de la population.

L'inclusion et, également, la promotion de relations harmonieuses entre les communautés et les individus de toutes les origines figurent parmi les principes fondamentaux énoncés dans la « Charte montréalaise ». Ces principes guident les actions de Montréal. Par exemple, en fonction des compétences dont elle dispose, la Ville consacre des efforts à l'amélioration des milieux de vie favorisant l'intégration et le rapprochement interculturel. Montréal apporte un soutien à des initiatives communautaires liées à la diversité culturelle. Le partenariat qu'elle a établi avec les associations issues des communautés culturelles constitue un point d'appui pour la mise en œuvre de programmes et d'outils visant l'inclusion des nouveaux arrivants et des communautés culturelles : soutien à la diversité des expressions culturelles, soutien aux initiatives communautaires répondant à des objectifs de rapprochement interculturel et de lutte contre l'exclusion, interventions visant une meilleure cohabitation dans les habitations à loyer modéré, etc.

Avec la « Charte montréalaise des droits et responsabilités », Montréal s'est donné un outil essentiel pour promouvoir une ville inclusive fondée sur l'ouverture aux autres, le respect de la dignité humaine, la solidarité, la transparence et la démocratie. ¶

[www.ville.montreal.qc.ca/chartedesdroits](http://www.ville.montreal.qc.ca/chartedesdroits)

## APPEL À CONTRIBUTIONS



### Forum sur les migrations

Avec cet article de Jules Patenaude, *SHSregards* prolonge le débat sur l'inclusion des migrants dans les villes, lancé, dans le précédent numéro, par le Professeur Balbo, Président de la Chaire UNESCO sur « L'inclusion sociale et spatiale des migrants » de l'université IUAV de Venise (Italie).

Pour participer à ce forum : [migrants&cities@unesco.org](mailto:migrants&cities@unesco.org).



## Décryptage des enjeux d'une Déclaration

D'abord édité en anglais, un ouvrage décryptant la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme à travers 28 articles, vient de paraître en français. S'inscrivant dans la continuité des efforts de l'UNESCO pour favoriser la compréhension des principes contenus dans cette Déclaration, adoptée en 2005, par les États membres de l'Organisation, ce livre se veut un garde-fou contre une utilisation irraisonnée des progrès de la science. ¶

*La Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme: Histoire, principes et application*

Sous la direction de Henk ten Have et Michèle S. Jean  
404 p., Éditions UNESCO, 2009  
26 €  
ISBN 978-92-3-204088-6

Pour commander l'une de ces versions, merci de contacter:  
Éditions UNESCO  
publishing.promotion@unesco.org,  
fax: +33 1 45 68 57 39,  
http://publishing.unesco.org

## Droits humains: Qui a signé quoi?

Publié annuellement, depuis plus de dix ans, l'état des ratifications des instruments universels et régionaux relatifs aux droits de l'Homme devait être disponible, en français et en anglais, fin juillet 2009. Ce document, qui fera l'objet d'une prochaine édition bilingue espagnol/basque, permet d'observer l'évolution du processus de ratification de ces instruments. Le nombre de pays les ayant ratifiés augmente chaque année de manière significative, même si la reconnaissance de l'universalité des droits humains par l'ensemble des États n'est pas encore acquise. ¶

*Droits de l'homme: Les principaux instruments internationaux*

État au 31 mai 2009  
Vladimir Volodine  
46 p., UNESCO Paris, 2009

Pour se procurer cet ouvrage, merci de contacter:  
Vladimir Volodine, v.volodine@unesco.org,  
tél.: +33 1 45 68 38 44

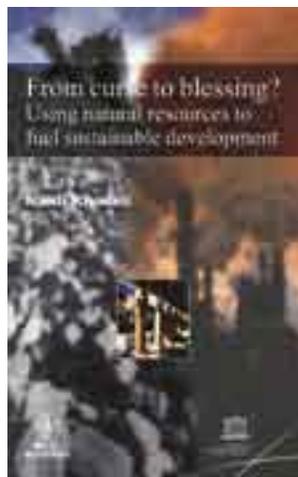
## Déjouer la « malédiction des ressources »

Dans ce numéro spécial de la *Revue internationale des sciences sociales*, des spécialistes issus de plusieurs disciplines (sciences politiques, relations internationales, économie, gestion des ressources naturelles...) tentent d'analyser un phénomène paradoxal, connu sous le nom de « malédiction des ressources » et de donner les contours d'une solution fondée sur une meilleure gouvernance. À partir de cas concrets (Azerbaïdjan, Botswana, Fédération de Russie, Indonésie, Nigeria, République démocratique du Congo et Venezuela), les différents auteurs expliquent comment l'abondance en ressources naturelles va souvent de pair avec une pauvreté endémique, une banalisation de la corruption, une faiblesse du contrôle institutionnel et une opacité dans la gestion des ressources, quand elle ne rime pas tout simplement avec le mot guerre.

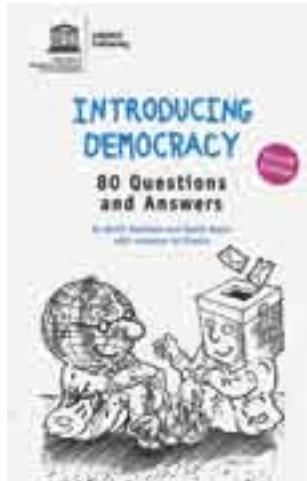
Ainsi, malgré le prix élevé des matières premières sur le marché mondial, 60% des personnes les plus pauvres vivent dans des pays riches en ressources naturelles. La recherche de la transparence et l'obligation pour les États de « rendre compte » à leurs citoyens pourraient bien, selon les auteurs, inverser ce phénomène paradoxal en transformant cette « malédiction » en bénédiction, dans l'intérêt des populations concernées. ¶

*From curse to blessing? Using natural resources to fuel sustainable development, ISSJ – Special issue*

Sous la direction de Irakli Khodeli  
157 p., UNESCO/Wiley-Blackwell, 2009  
ISBN 978-1-405-19697-0  
24 € (uniquement en anglais)



# La démocratie expliquée à tous en 80 questions



Déjà disponible dans plus de 30 langues, le livre sur la démocratie illustré par Plantu vient de paraître dans une 2<sup>e</sup> version révisée en anglais, qui intègre les nouveaux défis de la démocratie et des droits humains interpellant les sociétés modernes.

Qu'est-ce que la démocratie? Quels sont les liens entre démocratie et droits individuels? La règle majoritaire est-elle toujours démocratique? Comment consolider et perfectionner la démocratie? Telles sont quelques unes des 80 interrogations qui structurent l'ouvrage sur la démocratie, qui vient de paraître dans une 2<sup>e</sup> édition révisée en anglais, et dans laquelle sont apportées des réponses intégrant les nouveaux défis qui interpellent les sociétés démocratiques modernes.

Comment, en effet, peut-on apprécier la démocratie à l'aune de maux comme le terrorisme international, la pandémie de VIH/Sida dont les victimes, hommes, femmes et enfants sont sujets à l'exclusion et à la stigmatisation? Que dire des crispations identitaires repérables à travers les tensions interethniques et interreligieuses meurtrières, ou encore la banalisation de la corruption et la pauvreté endémique, qui sont autant de frein au développement social et économique?

Toutes ces interrogations sont prises en compte dans cette édition, qui propose une présentation claire et approfondie de la théorie démocratique et de sa pratique, divisée en six chapitres: Concepts et principes fondamentaux; Droits de l'Homme et libertés fondamentales; Des élections libres et équitables; Transparence et responsabilités gouvernementales; Société démocratique ou société civile et L'avenir de la démocratie. Cette nouvelle version donne aussi une place beaucoup plus centrale aux droits humains qui sont aujourd'hui reconnus comme le fondement même de la démocratie. Ainsi, n'insiste-t-on plus ici seulement sur l'importance des libertés civiles et politiques, sans lesquelles les peuples seraient privés d'expression, mais également, et surtout, sur l'aspect fondamental des droits sociaux et économiques sans lesquels tout autre droit serait vidé de sens.

Illustrée avec humour par Plantu, célèbre dessinateur du quotidien français *Le Monde*, le livre *Introducing Democracy – 80 Questions and Answers* est un outil incontournable pour les étudiants, les activistes, les fonctionnaires, et pour l'ensemble des personnes intéressées par ces enjeux. Publié pour la première fois en anglais, en 1995, cet important ouvrage sur la démocratie et les droits humains est aujourd'hui traduit dans plus de 30 langues est rendu accessible à différentes populations de la planète. ¶

*Introducing Democracy – 80 Questions and Answers Democracy and Power series*  
David Beetham et Kevin Boyle,  
illustré par Plantu  
134 p., Éditions UNESCO, 2009  
(2<sup>e</sup> édition révisée)  
15 €  
ISBN 978-92-3-104087-0

La 1<sup>re</sup> édition, publiée en 1995, reste disponible en anglais, arabe, espagnol, français et russe.

Pour commander l'une ou l'autre de ces éditions, merci de contacter:  
Éditions UNESCO,  
publishing.promotion@unesco.org,  
fax: +33 1 45 68 57 39,  
http://publishing.unesco.org



## Un village UNESCO au « Roland Garros de la jeunesse »

Surnommé « le Roland Garros des jeunes », l'Open des Jeunes Stade Français – BNP Paribas Tennis Cup, qui se tenait, en France, du 6 au 12 juillet 2009, est une compétition internationale de tennis qui rassemble tous les meilleurs joueurs du monde âgés de moins de 14 ans.

Depuis 2005, l'UNESCO et le Stade Français sont partenaires de l'événement, et, chaque année, ce partenariat se traduit par la présence d'un « Village de l'UNESCO » dans l'enceinte de Roland Garros, tout au long de la compétition.

Depuis ce « Village », des spécialistes du programme de l'UNESCO pour la jeunesse, l'éducation physique et le sport multiplient les activités afin de sensibiliser les jeunes aux valeurs de l'UNESCO, en mêlant sport et développement.

Cette année, c'est sur le thème « Sport et Attitude » que cette campagne était placée. Ainsi, sous la tente de l'UNESCO, les jeunes joueurs étaient invités à participer à des quizz et des jeux répartis en huit ateliers leur permettant de s'informer, de manière ludique, sur des sujets tels que l'antidopage, le patrimoine culturel, les droits humains ou encore le développement durable. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Berenice Alcalde**, [b.alcade@unesco.org](mailto:b.alcade@unesco.org), tél.: +33 1 45 68 45 46

# AGENDA

## JUILLET

### 7 juillet

Réunion de la Chaire UNESCO « Population, migrations et développement » de l'Université La Sapienza de Rome. Paris, France. ([a.pecoud@unesco.org](mailto:a.pecoud@unesco.org))

### 7-8 juillet

Réunion d'experts internationaux sur le « droit à l'eau potable et à l'assainissement ». Paris, France. ([i.zoubenko@unesco.org](mailto:i.zoubenko@unesco.org))

### 9 juillet

Réunion de consultation sur le projet de stratégie régionale UNESCO sur la jeunesse en Asie-Pacifique. Bangkok, Thaïlande. ([d.macer@unesco.org](mailto:d.macer@unesco.org))

### 9 juillet

Colloque « Union pour la Méditerranée : les femmes s'engagent ». Paris, France. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 11-12 juillet

2<sup>e</sup> atelier de travail UNESCO sur l'éducation à l'éthique. Dhaka, Bangladesh. ([d.macer@unesco.org](mailto:d.macer@unesco.org))

### 9-10 juillet

Réunion du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB). Paris, France. ([s.colombo@unesco.org](mailto:s.colombo@unesco.org))

### 13-19 juillet

Festival mondial de la jeunesse. Stuttgart, Allemagne. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 16-17 juillet

Réunion d'experts internationaux sur « le droit de bénéficier des progrès scientifiques et de ses applications ». Paris, France. ([i.zoubenko@unesco.org](mailto:i.zoubenko@unesco.org))

## AOÛT

### 21-22 août

Second Forum des ministres et hauts responsables en charge de la jeunesse en Amérique centrale. San Jose, Costa Rica. ([d.coulomb@unesco.org](mailto:d.coulomb@unesco.org))

### 21-23 août

Colloque « Révolution haïtienne et universalité des droits de l'Homme ». Port-au-Prince, Haïti. ([a.drouet@unesco.org](mailto:a.drouet@unesco.org))

### 25 août

Réunion de consultation d'experts sur le projet d'éthique des technologies énergétiques en Asie et dans le Pacifique. Bangkok, Thaïlande. ([d.macer@unesco.org](mailto:d.macer@unesco.org))

### 27-29 août

Forum des ministres du Développement social d'Amérique latine et des Caraïbes. Quito, Équateur. ([j.carranza@unesco.org](mailto:j.carranza@unesco.org))

### 31 août-2 septembre

Réunion régionale pour de meilleures pratiques dans les politiques et les programmes relatifs à la jeunesse en Amérique latine et dans les Caraïbes. Colima, Mexico. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

## SEPTEMBRE

Réunion de haut niveau sur l'enseignement de la philosophie en Afrique. Bamako, Mali. ([m.goucha@unesco.org](mailto:m.goucha@unesco.org))

### 1-4 septembre

2<sup>e</sup> réunion du Forum des ministres du Développement social d'Afrique de l'Est. Bujumbura, Burundi. ([w.iwamoto@unesco.org](mailto:w.iwamoto@unesco.org))

### 9-11 septembre

Forum Vanguardia Latina. Los Angeles, États-Unis. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 19-20 septembre

Réunion des ministres du Sport du Pacifique sur l'antidopage. Rarotonga, Îles Cook. ([p.marriott-lloyd@unesco.org](mailto:p.marriott-lloyd@unesco.org))

### 23-26 septembre

8<sup>e</sup> Congrès brésilien de bioéthique sur le thème « Bioéthique, droits et devoirs humains dans un monde globalisé ». Búzios, Brésil. ([m.Jovchelovitch-Noletto@unesco.org](mailto:m.Jovchelovitch-Noletto@unesco.org))

### 24-25 septembre

Conférence sur l'accord régional des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Moscou, Fédération de Russie. ([a.ampar@unesco.org](mailto:a.ampar@unesco.org))

### 24-26 septembre

Sommet Habitat 2009. New Delhi, Inde. ([m.faetanini@unesco.org](mailto:m.faetanini@unesco.org))

### 28-30 septembre

9<sup>e</sup> session du Conseil intergouvernemental du MOST (CIG). Paris, France. ([von-furstenberg@unesco.org](mailto:von-furstenberg@unesco.org))

## OCTOBRE

### 1-3 octobre

6<sup>e</sup> Forum des Jeunes de l'UNESCO. Paris, France. ([g.elkhoury@unesco.org](mailto:g.elkhoury@unesco.org))

### 5 octobre

Réunion du groupe de travail de la Coalition internationale des villes contre le racisme. Nuremberg, Allemagne. ([s.lazarev@unesco.org](mailto:s.lazarev@unesco.org))

### 26-28 octobre

2<sup>e</sup> session de la Conférence des États Parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport. Paris, France. ([p.marriott-lloyd@unesco.org](mailto:p.marriott-lloyd@unesco.org))

### 26-30 octobre

Consultation nationale et formation sur la pauvreté saisie par les droits humains. Côte d'Ivoire. ([c.tekaya@unesco.org](mailto:c.tekaya@unesco.org))

### 31 octobre-3 novembre

Conférence « La responsabilisation de la société civile dans les politiques urbaines : Pour qui ? Pour quels projets ? ». Porquerolles, France. ([b.colin@unesco.org](mailto:b.colin@unesco.org))

## RESTONS EN CONTACT !



Pour rester informé des dernières actualités relatives aux publications et aux activités du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, abonnez-vous à *SHS e-Info*, la lettre électronique mensuelle, et à *SHS regards*, le magazine d'information trimestriel.

Tous les détails sur : [www.unesco.org/shs](http://www.unesco.org/shs)